



Décembre 2015

numéro 6

AVANTAGE

Correspondance anarchiste



Uruguay

Anarquía

periodicoanarquia.wordpress.com

Chili

Contra toda autoridad

contratodaautoridad.wordpress.com

El Anárquico (Santiago)

periodicoanarquico.wordpress.com

El Sol Ácrata (Antofagasta)

periodicoelsolacrata.wordpress.com

Sin Banderas Ni Fronteras (Santiago)

sinbanderas.nifronteras@riseup.net

Argentine

Exquisita Rebeldía (Buenos Aires)

exquisitarebeldia@riseup.net

Abrazando el Caos

publicacion-abrazandoelcaos@riseup.net

Mexique

Negación

negacion_revista@riseup.net

Italie

Finimondo

finimondo.org

Tairsia (Salento)

tairsia@gmail.com

Espagne

Infierno

revista_infierno@yahoo.com

Aversión

aversion@riseup.net

France

Lucioles (Paris)

luciolesdanslanuit.blogspot.fr

Séditions (Besançon)

seditions.noblogs.org

Subversions

subversions@riseup.net

Attaque

attaque.noblogs.org

Belgique

La Cavale (Bruxelles)

lacavale.be

Salto

salto.noblogs.org

Pays-Bas

Kaduuk (Amsterdam)

kaduuk@riseup.net

Allemagne

Wut im Bauch (Hamburg)

wutimbauch@riseup.net

Fernweh (München)

fernweh.noblogs.org

Chronik

chronik.blackblogs.org

Suisse

Dissonanz (Zürich)

dissonanz-a@riseup.net

Suède

Upprorsbladet (Stockholm)

upprorsbladet@riseup.net

Royaume-Uni

Rabble (London)

rabble.org.uk

Canada

Wreck (Vancouver)

wreckpublication.wordpress.com

Montréal Contre-Information

mtlcounter-info.org

Etats-Unis

Rififi (Bloomington)

rififibloomington.wordpress.com

Trebitch Times (St Louis)

trebitchtimes.noblogs.org

PugetSoundAnarchists (Pacific Northwest)

pugetsoundanarchists.org

Wildfire

wildfire.noblogs.org

+

Contrainfo

contrainfo.espiv.net

Tabula Rasa

atabularasa.org

Act for freedom now

actforfree.nostate.net

Voz como arma

vozcomoarma.noblogs.org

Brèves du désordre

cettesemaine.info/breves

Non Fides

non-fides.fr

Camotazo

camotazo.noblogs.org

Le Chat Noir Emeutier

lechatnoiremeutier.noblogs.org

La moitié du monde en guerre, l'autre moitié attend d'y entrer à son tour dans le bal cruel des massacres et des bains de sang. Pendant que les États claironnent les trompettes de la mobilisation totale, le gangrène islamiste dévore les soulèvements, au début pourtant animés de puissants désirs de liberté et de rejets de l'idée d'une conquête du pouvoir, comme en Égypte ou en Syrie. Dans les quartiers des exclus toujours plus nombreux des métropoles européennes, fleurit la confusion, produite par des décennies de programmes d'abrutissement, de privation d'instruments d'analyse et de compréhension et de destruction de l'esprit et de la sensibilité par un monde hypertrophié de technologies. Une confusion qui garantit la continuité de la domination capitaliste et étatique, mais favorise en même temps aussi le recrutement par une religion, une idéologie, une nation. Le massacre au nom de la conquête du pouvoir guette alors au coin de la rue. Et quant aux quelques tensions révolutionnaires, ils semblent devoir s'attendre à une ultérieure mise en marge, proche de l'oubli et de la disparition de la scène de la guerre sociale.

Non, les temps qui s'annoncent ne sont pas splendides pour celles et ceux qui n'ont pas encore renoncé à la révolution sociale et au combat pour la liberté. Si les quelques luttes dans lesquelles on est impliqué ne sont certes pas sans importance et que la projectualité insurrectionnelle et anarchiste peut toujours, presque inattendu, inonder les terrains de la guerre sociale, force est de constater l'urgence, ou plutôt, la nécessité vitale, d'inverser la tendance. Les chemins pour y arriver sont troubles, les risques répressives sont de taille (et le seront davantage dans les temps de mobilisation totale à venir), mais c'est souvent quand on est avec le dos contre le mur qu'on trouve le courage et la force pour tenter un dernier coup, un dernier saut pour échapper à l'étranglement.

Si le monde part en guerre aujourd'hui, les anarchistes savent bien que sa paix a toujours été une guerre aussi. Les massacres sont dans la logique même de ceux qui veulent imposer un pouvoir, qu'il soit plutôt étatique ou plutôt religieux, plutôt staliniste ou plutôt islamiste. Et ces massacres sont produits au quotidien, littéralement par les industries de l'armement, de sécurité et de l'extermination, et de façon plus ample par le capitalisme exploiteur, ravageur et empoisonneur. Si partout, ceux qui combattent avec la liberté au cœur cette guerre et cette paix, se trouveront, comme on disait, poussés davantage vers la marge, c'est l'heure d'en prendre acte et d'agir en conséquence. Dans la marge, peut-être, mais pas sans idées. En minorité absolue, sans doute, mais pas sans courage. Presque dérobé de tout pertinence dans les conflits en cours, c'est bien possible, mais pas sans projets.

Parlons de ces projets. Certaines luttes en cours peuvent nous fournir des indications par exemple quant à la possibilité de lancer, à l'initiative d'anarchistes, des luttes spécifiques capables de pénétrer dans le tissu social en décomposition. D'autres expériences, récentes ou du passé, nous enseignent, par le bien ou par le mal, comment se préparer à affronter l'inévitable répression. Encore d'autres histoires nous fournissent la certitude que dans le bas-fonds de cette société odieuse, il y a toujours moyen de se bouger, d'échapper au contrôle, de

nouer des complicités. Les projets précis que nous développons aujourd'hui, chacune et chacun dans un certain contexte, dans un certain laps de temps, avec des buts précis et des moyens qui sont requis, devraient faire partir d'une *projectualité* plus ample, plus vaste, capable de comprendre ou de créer les liens entre tous ces projets singuliers.

Face à la situation actuelle, deux éléments nous semblent d'une importance capitale dans cette projectualité : la recherche des moyens de lutte et la démarche internationale.

Le premier élément est tout bête, mais pourtant pas simple : pour lutter, on a besoin des moyens qui nous le permettent. Ces moyens sont de tout ordre. Cette recherche prend aujourd'hui encore plus d'importance vu que les liens avec les expériences passées ont été coupés par les programmes de restructuration et de répression du pouvoir : le mouvement révolutionnaire dans son ensemble a été, en tout cas en Europe, *désarmé*. Aujourd'hui nous nous retrouvons orphelins de ce processus. Et il est grand temps de saisir la bête par les cornes et de s'y atteler. Pour les combats à venir, il *faut* étudier les moyens d'attaque, il *faut* repérer où trouver les ingrédients de lutte, il *faut* développer ces capacités perdues au fil du temps. L'impératif ici n'est pas une question de mauvaise goût, son choix répond à l'exigence incontournable de son objet si l'idée révolutionnaire veut survivre à la boucherie en cours et à venir.

Le deuxième élément n'est certainement pas nouveau. Cela fait maintenant des années et des années que des compagnons anarchistes le répètent et cherchent à en faire quelque chose : la nécessité de la perspective internationale sur base d'une projectualité partagée. Si quelque part, *l'internationale* existe déjà dans chaque rencontre qui se fait au-delà des frontières, dans chaque collaboration qui dépasse l'étroitesse d'une situation locale, on devrait œuvrer à ce que sa projectualité se clarifie et se manifeste. Les chemins trop faciles (si on peut se le permettre d'un nommer quelques uns : les appels internationaux génériques à faire quelque chose, la reconnaissance à travers un acronyme ou la formalisation stagnante et obsolette à travers des comités de liaison et des commissions des organisations de synthèse) ne nous attirent pas : la recherche devrait s'orienter vers la création d'espaces internationaux de débat et d'approfondissement, la multiplication des points de référence sur le terrain local, l'expérimentation avec l'organisation informelle en fonction d'un projet précis, l'élaboration d'analyses qui vont au-delà du jardin de chacune et de chacun. *L'internationale* dont nous parlons ne pourrait pas avoir de contours ni de forme précises, elle se concrétise tout simplement dans chaque fait individuel réalisé à partir de la projectualité qui l'anime, dans la multiplicité des rencontres qui œuvrent à la renaissance de l'anarchisme autonome et combatif, dans chaque projet qu'on réussit à faire naître au-delà des frontières.

Ces quelques réflexions figureraient sans doute mieux ailleurs que dans l'édito d'Avalanche. On relève le défi de les porter partout où des anarchistes et des cercles de lutte anarchiste ne renoncent pas au rejet total de l'État et de l'autorité. Que chacune et chacun relève à son tour et sa façon aussi ce défi. Ne reculons pas.



METTRE SON PIED DANS LA PORTE DES RESPONSABLES

Novembre 2015 - Allemagne

La période pendant laquelle les résultats physiques de la construction du Centre Judiciaire étaient invisibles est en train de toucher à sa fin. Tout le terrain a été rasé et vidé afin d'accueillir le chantier : « *Le début du chantier approche...Et avec lui la fin de l'illusion d'empêcher la construction du centre pénal et judiciaire prévu à Leonrodplatz par les moyens démocratiques approche aussi. Mais cela signifie aussi que rien ne justifie le fait d'attendre. D'attendre dans l'espoir que le gouvernement reviendrait en arrière et annulerait un projet de plusieurs millions d'euros. Le début du chantier réaffirme seulement une fois de plus l'absurdité de se reposer sur la politique ou de faire confiance à leurs moyens disponibles. Que ce soit pour l'agrandissement d'un aéroport, la deuxième ligne prévue de la S-Bahn ou l'augmentation des loyers et l'embourgeoisement général de la ville – aussi longtemps que nous espérons que triomphent les promesses électorales, les pétitions, les raisons des initiatives citoyennes ou du dialogue avec les gouvernants, nous serons cruellement déçus. Car lorsque nous nous tournons vers les spécialistes de la politique, nous nous tournons en même temps vers ceux qui sont chargés de maintenir les choses comme elles sont. Avec cela doit commencer le changement et la décision par soi-même, en leur tournant le dos et pour défendre nos propres intérêts et idées.* »

Depuis l'annonce public de la construction prévue du Centre Judiciaire, des affiches et des slogans sur les murs, des autocollants et des tracts appellent à l'empêcher, à l'auto-organisation et l'action directe contre cette étape ultérieure de perfectionnement de la machinerie répressive. Sur le fond d'une conflictualité latente d'individus dispersés et certains groupes sociaux contre l'appareil judiciaire et d'un développement urbain capitaliste accru, des attaques contre les profiteurs directs et les responsables de ce projet, contre des institutions et des tribunaux, contre des flics et la prison, contre des nouveaux bâtiments et des chantiers, contre des forces actives dans le processus de gentrification et de militarisation de la ville comme les immobiliers et les boîtes de sécurité, contre l'armée, le réseau de transports publics et le réseau des caméras de surveillance, cherchent à faire une proposition à tout le monde qui pourrait se révolter : on s'en fout de la politique et de la délégation, de l'espérance et de l'attente permanentes... intervenons plutôt dans le développement de la société pour attaquer et empêcher des processus et des décisions qui sont dirigés contre nous et notre possibilité de s'épanouir !

Et pourquoi pas saisir la construction de ce colossal Centre Judiciaire comme une opportunité pour faire parler nos idées et actions entre eux et pour développer une

lutte commune avec plus de focus, et avec continuité, diversité et consistance ?

L'état actuel du terrain du futur chantier a été saisi comme occasion, juste avant que les journaux annoncent le début des travaux de construction pour fin novembre, pour causer un peu de troubles dans le quartier de Neuhausen et pour briser l'image de silence général et de résignation.

Entre temps, les architectes du futur Centre Judiciaire pleurent dans les journaux qu'ils ne se sentent plus en sécurité et qu'en plus, leurs gueules et leurs visages, ainsi que leur métier dégueulasse d'architectes de prisons et de tribunaux, sont visibles sur des milliers d'autocollants et d'affiches partout dans la ville. Ces porcs lamentables doivent maintenant se cacher derrière encore plus de sécurité privée. D'autres journaux n'ont pas hésité à qualifier les slogans peints autour du Centre Judiciaire de « terreur » et ont à nouveau fait une connexion entre ces slogans et des attaques pas clairement définies.

C'est bien sûr dans l'intérêt des médias de ne pas expliquer plus amplement du qui ou quoi, du comment et où de ses attaques, car en faisant cela, ils recadreraient ces attaques dans un contexte et les raisons et les motivations derrière ces attaques pourraient alors devenir peut-être compréhensibles pour tout le monde. Mais l'Office pour la Protection de la Constitution n'a plus réussi à retenir dans son dernier rapport annuel que le câble électrique alimentant le chantier du nouveau tribunal de haute sécurité avait été incendié.

Mais retournons aux incidents des dernières semaines.

A ce qu'il paraît, des fausses lettres du Service des Éboueurs de Munich sont arrivées dans les boîtes aux lettres des maisons, appelant à déposer des objets encombrants sur le terrain où le Centre Judiciaire sera construit, ou de juste les mettre devant sa porte. Cette proposition a été largement suivie : le soir, il y avait du bordel partout dans les rues. Certaines personnes ont saisi l'occasion pour ériger une barricade avec ces choses devant l'entrée du futur chantier. Un slogan laissé sur la barricade se moquait : « *Centre Judiciaire ??? Quelle déchetterie !* »

Quelques jours plus tard, dans l'après-midi, un groupe de personnes est descendu dans la rue du quartier pour aller visiter quelques bâtiments comme l'« Office GBW »¹, la Chambre bavaroise d'architectes² et la prison des détenus en congé pénitentiaire³, attirant l'attention sur ces institutions avec des tracts, des autocollants, des affiches, une banderole et des slogans sur leurs responsabilités dans le réaménagement de la ville, la gentrification du quartier et le lien entre la Justice, la Peine, le contrôle social et la construction du nouveau Centre Judiciaire. Comme le disait un tract : « *Quelqu'un qui va avec les yeux ouverts dans la rue et ne jette pas ses mémoires par-dessus bord ne peut pas rater de voir*

le fiasco : pour faire justice aux demandes d'un emplacement attirant pour investisseurs, chacals de profits, touristes et yuppies, toute la ville est soumise à un vaste processus de restructuration. D'innombrables projets de gentrification et de nouvelles constructions, les loyers qui augmentent sans mesure, sont en train de provoquer le déplacement de quartiers entiers et donc la suppression d'une mémoire vivante et critique. On ne reconnaît plus comment les loyers en augmentation vont main dans la main avec plus de caméras et de patrouilles de police, plus de contrôles dans les bus et les trains, la disparition de vie sociale dans la rue et sur les places, l'extension de l'appareil colossal de prison et de Justice de l'État. La construction du Centre Judiciaire à Neuhausen est la fer de lance de cette restructuration répressive. »

« Il est clair qui est visé par cette mesure : les opprimés et les pauvres, les sans-papiers et les sans-fric, les sans-abris, les chômeurs et spécialement les esprits rebelles et incontrôlés. On nous dit qu'on n'aura de toute façon aucune influence sur la question si ce bâtiment va être construit ou pas, qu'il n'existe aucun doute là-dessus. On le martèle qu'on ne réussira pas à faire autre chose que de se faire repousser et tabasser, se faire fiché et enfermer par ceux qui ont plus de pouvoir que nous. » (- d'un discours fait au mégaphone lors d'une petite pause sur une place centrale.)

« Il sera fatal d'accepter une telle impudence avec le calme et l'impuissance habituels sans jamais bouger un doigt. Il est à nous de mettre notre pied dans la porte pour montrer que nous sommes conscients des changements en cours et que nous laisserons pas filer sans blessures ceux qui transforment la ville en prison à ciel ouvert... »

Sur les tracts et les affiches était souligné qu'il ne s'agissait pas de rester spectateur de la restructuration et de l'extension de l'appareil judiciaire-policière, mais par contre de reconnaître ses propres possibilités, d'intervenir et de semer du bordel dans les plans des profiteurs et des responsables.

Les réactions à tout ça ont été – en grande partie imputable à la mentalité de balance présente dans nombreuses parties de la ville – partiellement méfiantes, partiellement marquées par de la sympathie et de la joie, mais toujours intéressées.

A la fin, ça a montré que l'agitation et le mouvement incontrôlé est toujours et partout possible, si on se prépare ensemble avec d'autres et qu'on prend tout simplement la rue sans demander permission. Il est clair aussi que le fait de mettre sans cesse la question du Centre Judiciaire sur la table crée des discussions et des polémiques, des opinions qui polarisent et des réactions au plan étatique dans les quartiers. Dans les moments où les gens se décident à la désobéissance et à la résistance au lieu de l'apathie et du fatalisme, nous, en tant qu'anarchistes, doivent être présents avec des propositions concrètes, des informations précises et des idées claires.

Il est à chaque individu de reconnaître sa propre responsabilité individuelle : si on accepte que l'État soit le seul acteur et autorité légitime pour remodeler la ville et la société, ou si on rejette et sabote toute délégation à l'État et à la politique, et tout contrôle qu'ils exercent.

« A cause de ça, ce projet de lutte, comme n'importe quel autre, est vivant à travers la participation, l'initiative propre et les rapports directs entre personnes qui sont claires sur le fait de vouloir agir, sans se rendre dépendants. Dépendants de l'illusion de devoir d'abord devenir nombreux avant de pouvoir agir, de se sentir moralement justifiés en s'organisant avec d'autres pour gagner en 'signification', de l'idée qu'il faut des autres qui disent ce qu'il faut faire. Car prendre l'initiative dans un environnement où le manque général d'initiative et de volonté des gens est la condition de base de leur oppression et de l'autorité, il ne semble pas que la course de sa propre vie vers la dignité soit facile. »
(Idées et méthodologie dans la lutte contre le Centre Judiciaire)

Le développement de projets répressifs du pouvoir, tel que le Centre Judiciaire, n'est donc pas bétonné comme le voudraient les responsables, tant que pas tout le monde ne fait qu'espérer l'initiative d'autres et d'en dépendre.

Notes

1. Une coopérative de construction de logements qui a privatisé des milliers d'appartements. Pour les locataires affectées, cela a eu des conséquences drastiques : des loyers en hausse, cessation des contrats de location, déplacement, endettement et expulsion.
2. Tous les architectes doivent être membre de cette Chambre, aussi le bureau *Frick, Krüger, Nusser Plan 2 GmbH* qui ont dessiné les plans du Centre Judiciaire et qui construisent des prisons partout en Europe.
3. Il s'agit d'une prison où on sort de la taule en journée pour aller travailler ; le soir, on rentre et on reste enfermé pendant la nuit.



WITH MIDNIGHT ALWAYS IN ONE'S HEART

Novembre 2015 - Allemagne

Notre amie et compagne se trouve en prison depuis maintenant quatre mois. Elle se trouve pour l'instant sous « détention d'enquête » [Untersuchungshaft], en Allemagne. Notre compagne est accusée de braquage de banque. L'enquête a été clôturée et l'affaire comparaitre devant un tribunal qui décidera si oui ou non il y aura procès. Voici quelques mots qu'elle nous a fait parvenir depuis les geôles.

*With midnight always in one's heart,
And twilight in one's cell,
We turn the crank, or tear the rope,
Each in his separate Hell,
And the silence is more awful far
Than the sound of a brazen bell.*

Après avoir été arrêtée et incarcérée dans un petit village frontalier quelque part dans le sud-est de l'Europe, et ayant eu le « plaisir » de séjourner trois semaines dans les hôtels de l'État là-bas, je me retrouve aujourd'hui dans les griffes de l'État allemand. Au moment d'écrire ces mots, je ne sais toujours pas quand je serai à nouveau libre ; aucune accusation « officielle » n'ayant été fait, aucune audience de tribunal n'ayant été fixée. En théorie, la « U-haft » peut durer jusqu'à six mois en fonction des volontés et des caprices des procureurs et des juges, mais elle peut aussi être prolongée. Jusque

maintenant, je ne me suis pas trop cassé la tête avec ça. L'incertitude de ne pas savoir ce qui va arriver, ou quand, est une des choses plus difficiles dans cette situation, mais je refuse de me torturer avec des questions qui pour l'instant restent impossibles à répondre. Quoi qu'il arrive, je l'affronterai la tête haute.

Je suppose qu'on pourrait qualifier les conditions dans laquelle je suis retenue comme « dures » (pas de téléphone, toute communication avec le monde extérieur soumis à l'interférence voyeuriste – le procureur lit toutes les lettres entrantes et sortantes, les visites toujours en présence d'un maton et de la police criminelle particulièrement zélée). Mais je n'attendais rien d'autre de la part de ceux qui je considère comme mes ennemis. Car c'est ça qu'ils sont, parmi les visages plus doux de la répression : le prêtre, le thérapeute, l'assistant social, ... (Quelqu'un avait noté avec raison comment seulement deux sortes de personnes entrent en prison : ceux qui peuvent sortir volontairement et ceux qui ne le peuvent pas.) Et quand le contrôle, la discipline et la « resocialisation » imposé sans cesse échouent, l'autoflagellation n'est jamais très loin. Pas besoin de pacification ou de contrôle quand toute critique possible est transformée en mea culpa, quand l'idée dominante parmi celles qui sont enfermées c'est qu'on se retrouve en prison parce qu'on a fait quelque chose de « mal », qu'on est « coupable » de quelque chose et que maintenant il faut payer le prix pour ça.

Je ne veux pas rentrer dans un discours qui parle en termes d'innocence et de culpabilité, car la juxtaposition en question ne se trouve pas entre ces deux « catégories » formulées dans le langage de la domination, le langage de la loi ; un langage absolument antagoniste à la mienne. Elle se trouve, pour le dire simplement, entre ceux qui désirent la liberté et ceux qui la volent d'eux. Et cela n'a peu à voir avec la double rangée de barreaux qui bloquent ma fenêtre, avec la triple couche de murs et de portes qui entourent cet endroit. Comme un des cadavres philosophiques de l'université a écrit dans un passé pas si lointain : « la prison continue, sur ceux qu'on lui confie, un travail commencé ailleurs et que toute la société poursuit sur chacun par d'innombrables mécanismes de discipline. » Cependant, ce travail continue simultanément à l'intérieur *et* à l'extérieur de la prison ; la prison n'est pas « extérieure » à la société, elle est tout simplement une des nombreuses expressions de la domination.

Et dans ce monde panoptique, toute acte de révolte, qu'il s'agisse de braquer une banque ou de voler un pain, est la négation du contrôle omniprésent qui nous est imposé, un Non assourdissant ou à peine audible dans la gueule de la domination. L'expropriation n'est qu'un des moyens d'une vaste panorama disponible pour se réapproprier dont ils nous dérobent quotidiennement – notre autodétermination, la liberté et la possibilité de construire nos vies selon nos propres vœux et désires. Avec chaque acte de révolte, nous nous réapproprions nos vies et notre dignité, avec chaque acte de révolte nous réfutons les rapports de pouvoir et d'oppression existants et affirmons la capacité de décider de son propre existence. Et malgré le fait que mon existence est temporairement en pause – car ceci n'est pas la vie – mon cœur bat bien au-delà de ces murs.

Amour et solidarité pour celles et ceux qui sont en lutte partout,
que la lutte soit assourdissante ou à peine audible.



NOUS VIVONS DANS UN RÉGIME CAPITALISTE

Persecuciones - Juillet 2015 - Bolivie

[Tiré du numéro II de Persecuciones édité par Flores del Kaos]

Quelques mots de Flores del Kaos

[...]

Le système de domination auquel nous nous affrontons et qui nous réprime est gigantesque et ses tentacules mutent tous les jours. En disant cela, nous ne voulons pas être pessimistes mais plutôt réalistes. Les incessants changements réformistes grimés en révolutionnaires alimentent en grande partie chaque tentacule du système, lui permettant d'étendre son emprise sur nous.

L'avancée est aussi terrifiante qu'elle tend parfois à nous rendre confus au point de ne plus visualiser et identifier l'ennemi, à confondre les pratiques et les stratégies ou simplement à ne pas voir cet œil dévastateur et asphyxiant du big brother. Les avancées ont généralement deux faces, celle qui marque une présence forte et menaçante, démontrant le pouvoir et l'autorité générant la peur en même temps que le rejet total, la colère, la rage etc. Et d'autre part celle subtile, siligiosa, qui vient par en dessous, lentement, cachée entre tous en avançant silencieusement comme une vipère camouflée qui adoucit les lèvres de belles saveurs, enchante les yeux de belles couleurs et s'accompagne de mélodies harmonieuses confondant nos haines.

On peut citer en exemple la forte croissance et l'acceptation de la fibre optique par les habitants des régions des hauts plateaux, à condition bien sûr qu'elle n'altère pas le beau paysage des Andes, qui en est le support économique-touristique. Beaucoup de ces communautés ont totalement perdu leur autonomie, laissant de côté les pratiques et les transmissions de savoirs millénaires pour se contenter de revendre de l'artisanat. Ici le système avance en silence, sous la terre, en installant de grands axes de câbles pour imposer le contrôle et la domination, pour qu'il y ait internet et la communication, mais surtout pour instaurer la surveillance et le contrôle. Bien entendu, sans pour autant perdre son enchantement aux yeux des citoyen-es et de l'industrie du tourisme.

Dans d'autres endroits, des communautés entières sont rasées par la déforestation de leurs territoires, par les expulsions, par la main de fer. Cela provoque certes le rejet de nombreuses personnes qui se « solidarisent », mais toujours en respectant les règles de la même domination qu'elles prétendent questionner et qui sont les premières à croire aux « améliorations » démocratiques jetées comme des miettes.

Parcelliser les luttes et aller jusqu'à soutenir des « processus de changements » typiques de la gauche autoritaire y compris quand elles se présentent sous le masque de l'autonomie, de la liberté, de la révolution, ainsi que

des concepts gauchistes tels que le pouvoir populaire etc. ne fait que nous user tout en alimentant davantage les formes de domination subtiles qui vont être acceptées par la majorité aveugle et soumise.

Nous avons vu que même dans certains mouvements d'opposition et dans des collectivités supposément anti-système, des gens se sont laissés convaincre par des discours et des formes comme ceux présents au Venezuela, au Pérou, en Equateur et en Bolivie, et il y en a tant d'autres qui, ne se visualisant pas et ne se projetant pas dans une perspective antiautoritaire commettent des erreurs semblables liées à une méconnaissance la réalité conjoncturelle et au fait de se baser uniquement sur des dires, des publications ou des médias d'autre nature.

C'est là que la domination montre son visage le plus hardi, ce bon flic versus le mauvais flic : mais la fin est la même et nous ne devons pas nous laisser guider par ces questions camouflées qui tentent de mettre un beau visage sur la domination. Connaître nos ennemis est un grand pas, pouvoir les distinguer, les cibler et les combattre sont des choses que nous apprenons à partir de la pratique et des expériences, dans lesquelles on court aussi souvent le risque d'être réprimé-e et enfermé-e, mais dans lesquelles on comptera aussi sur la force de la solidarité acrate.

[...]

Nous vivons dans un régime capitaliste

Le modèle capitaliste dans lequel nous vivons développe des projets sous le signe du développement et du progrès pour le plus grand profit de la bourgeoisie et des multinationales. Cela s'opère au travers de megaprojets, dont celui de l'IIRSA qui crée en Amérique du Sud des infrastructures pour le transport rapide et à bas coût de produits issus du Capital et passe par la construction de voies terrestres, fluviales et ferroviaires. La route qui veut mutiler le TILPNIS est à replacer dans ce cadre et fait partie d'un projet destiné à connecter le Brésil à des ports du Pacifique au Pérou et au Chili en traversant la Bolivie, afin d'exporter soja et biocarburants et pour que ces autres pays disposent aussi d'un accès à l'Océan Atlantique pour exporter leurs produits. Cela mêle à la fois des intérêts de diverses multinationales pour exploiter le bois, le pétrole, etc. et des intérêts locaux pour étendre les champs de coca, l'exploitation d'animaux comme les caïmans, les oiseaux, etc.

Il existe beaucoup d'autres projets dont la construction prévue de corridors interocéaniques en Amérique du Sud et la lutte et l'offensive contre le Capital n'est donc pas une exclusivité, c'est une lutte partagée avec d'autres peuples qui ne veulent pas vivre en esclavage comme nous dans les villes. La création de centrales hydroélectriques, de plateformes pétrolières, l'exploitation du fer dans la Montagne de Santa Cruz, le satellite « Tupac Katari » pour nous contrôler et nous surveiller, le projet de centrale nucléaire, le Paris-Dakar, la production de lithium dans les salines de Uyuni, la production d'OGM dans la région de l'Orient etc. sont des projets du Capital qui condamnent à mort des millions d'animaux humains et non humains tout comme ils condamnent des dizaines de peuples ancestraux à migrer dans les villes et donc à disparaître.

L'exploitation est synonyme de capitalisme, « Capitalisme Vert », « durabilité ou soutenabilité », « Modèle Productif Social et Communautaire » ou « Bien-être », ces deux derniers clichés sont très utilisés par le Pouvoir local, et pour autant que ce territoire ait Evo Morales pour président, la répression ne s'est pas arrêtée, bien au contraire, elle a augmenté au cours de ces dernières années, c'est un défenseur de plus du Capital et de la bourgeoisie. Il n'y a aucun changement, pour autant que le pouvoir est aux mains de la gauche ou gouverné par un « indigène », ils continuent à dépenser des fortunes se comptant en millions pour implanter des systèmes de sécurité pour la venue du pape, tandis que la pauvreté et la misère continuent à écraser les strates tout en bas de la société et que l'exploitation de la terre s'accroît tous les jours.

Nous vivons dans un Etat où le capitalisme financier est l'allié de l'Etat, avec les grands propriétaires terriens et les grands éleveurs de bétail qui s'approprient de territoires grâce aux normes environnementales et de sécurité juridique accordées par l'Etat. Des milliers et de milliers d'hectares de forêt sont ainsi rasés chaque année et l'on peut ajouter à cela l'érosion provoquée par les champs de coca, de soja et de maïs transgéniques dans les basses terres, les vallées et à l'est, ainsi que la pollution du lac Titicaca dans la zone occidentale. La lutte pour la Libération Totale comprend divers aspects tels que la Libération de la Terre, Humaine et Animale, c'est une lutte non exclusive pour l'espèce humaine ou pour les grandes villes, la grande richesse de cette lutte consiste dans son caractère protéiforme et horizontal, dans l'auto-organisation et le passage de la résistance à l'offensive.

[...]



IL Y A TROIS ANS

Mai 2015 - Bolivie

[Ce texte anonyme revient sur les conséquences du coup répressif du 29 mai 2012 contre le mouvement anarchiste et libertaire en Bolivie, avec de nombreuses arrestations, beaucoup de délation et plusieurs mises en détention, dont celle du compagnon Henry Zegarrundo aujourd'hui dehors sous contrôle judiciaire. On pourra trouver des articles à propos de cette affaire dans la brochure *Chronique d'un chemin caillouteux*.]

*Cet anonymat n'est pas un refuge.
C'est le détachement le plus total.*

Aujourd'hui, alors que j'écris ces mots, je lis dans un journal qu'à Llallagua ils ont incendié les bureaux du juge pour enfant, du procureur, des bureaux de la police et la maison d'un violeur qui a reconnu ses faits. Je souris. Je m'en réjouis, ils ne vont pas attendre que la police s'en charge, ils détruisent les institutions de l'État, ils les attaquent. Mais le sourire passe... C'est bien, c'est différent la révolte collective. Moins de risques (d'après certains), mais possible à chaque instant (le sourire revient).

Un essai d'irrévérence

Je hais les textes qui, par des détails littéraires et de la grande philosophie, décrivent les buts des anarchistes afin de les rendre plus sympathiques aux lec-

teurs. Lorsque j'écris ce texte ça n'est pas avec l'intention de faire plaisir à qui que ce soit, ou de donner une bonne image, pas même de donner des explications, au contraire je cherche à insister de façon antipathique (à partir des attaques explosives et incendiaires à La Paz, Sucre et Cochabamba entre 2011 et 2012) sur le fait que l'attaque anarchiste ne peut pas rester un cas isolé. Cela dépend de chacun de donner à la révolte un potentiel de joie et de haine qui découlent chaotiquement de nos vies, et sentir dans chaque pas d'insoumission la joie débordante de la liberté.

C'est gênant de reparler de l'existence des groupes d'action et des attaques contre des symboles physiques de la domination sur le territoire contrôlé par l'État bolivien, parce que le procès judiciaire est toujours en cours et parce que le mouvement n'a pas encore réussi à se remettre du contrecoup du système. Mais c'est précisément pour cela que c'est d'autant plus important de continuer la réflexion, la prise de position honnête et ferme sur ce qui s'est passé, et c'est là que je veux en venir.

Le 29 on a manqué de feu...

Le 29 mai, après les arrestations, ce qui a le plus manqué c'est le feu. Les communiqués informant que les prisonniers n'avaient rien à voir avec les attaques n'ont pas eu, et c'était évident qu'ils n'allaient pas l'avoir, la force nécessaire. La force ne pouvait venir que du feu, de plus

d'attaques, et cela a été une erreur fatale déterminante, pas seulement pour les prisonniers, mais pour l'offensive anarchiste même, parce qu'à partir de là la répression a réussi à réduire tout un mouvement grandissant en une succession de tranchées épouvantées. Que s'est-il passé ? Il y a simplement eu une grande confusion et l'envie de s'éviter la prison, et donc il y a eu peu d'agitation, peu de stratégie et peu de sécurité au moment de se réunir entre personnes en affinité afin de réagir comme il aurait fallu le faire : en brûlant et attaquant tout ce qu'on pouvait. Je le dis comme ça en toute clarté, afin que ceux qui font face à la répression sachent que le jour même où ça se passe il faut attaquer, et le suivant, et celui d'après, pour qu'il soit clair que les prisonniers ne sont pas les responsables, car nous savons que la police se trompe sans aucune honte. Et afin que la flamme allumée par certains ne s'éteigne pas avec l'arrestation d'autres.

Si cela semble une réflexion très basique c'est parce qu'il y a eu des erreurs de ce genre, et c'est important que ça se sache, qu'on parle des choses qui ne sont pas toujours positives, sans besoin de s'auto-flageller pour s'être trompé et sans intention de nier les erreurs.

Après le 29 on ne comptait plus les théories de complot...

On a cherché des explications diverses, et des théories locales de conspiration ont été construites au sujet du processus de répression du 29 mai 2012. Pour moi la réponse est simple : c'était une conséquence évidente. Il y a plusieurs raisons, entre autres la présence d'une personne qui collabore avec l'État et la police. Mais en soi, la défense étatique face aux attaques, une fois qu'ils ont fini de spéculer et qu'ils se sont rendu compte que ça venait des anarchistes, est quelque chose qui devait arriver tôt ou tard. Et il faut le répéter, parce qu'on doit créer nous-mêmes les conditions pour affronter les vagues de répression.

La recherche de différentes théories de conspiration qui expliquent le pourquoi des arrestations révèle, à son tour, que les attaques n'avaient pas de sens pour les libertaires, que la prison n'était pas envisageable pour eux (et elle devrait l'être pour quiconque affronte la domination), et que même aujourd'hui ils évitent de s'opposer à la police et à l'État à cause des incarcérations. C'est-à-dire que la violence des arrestations, des perquisitions, de la privation de liberté sans aucune raison, la continuité inquiétante d'un procès qui en n'avançant pas maintient en alerte ceux qui sont impliqués dedans, tout ça n'a pas provoqué plus de rage, plus d'anarchie. La violence de l'enfermement des personnes, dans le but de défendre des distributeurs de billets, n'inquiète pas outre mesure, n'enflamme pas la haine, et encore moins les distributeurs. La lobotomie sociale a percé tellement loin que cela semble légitime (et pas seulement légal) y compris pour la majorité de ceux qui en subissent les conséquences et qui préfèrent continuer de chercher des explications toujours plus complexes.

Les fantasmes les habitent

« J'ai souvent entendu parler de celui qui commet un délit comme s'il était non pas l'un des nôtres, mais un étranger et un intrus dans notre monde. »

Les vagues de répression qui se succèdent depuis le Caso Bombas, en passant par les arrestations en Grèce, l'arrestation des compagnons de Culmine avec l'opération Ardire, les 5 de Barcelone, l'opération Pandora et Piñata, l'arrestation des compagnons au Mexique, les prisonniers No Tav, le Caso Bombas 2, nous mettent en lien avec différents espaces et moments de solidarité et camaraderie. Le 29 n'était pas un fait isolé. Ça n'est pas une histoire exceptionnelle. Les prisonniers sont nos compagnons, ils sont parmi nous.

L'infatigable position d'Henry et sa remise en question féroce de la collaboration, délation et trahison a été la seule chose qui a maintenu des liens solidaires avec le reste du paysage anarchiste. La prison, au delà du compagnon, a provoqué un retrait féroce de la faune et de la flore anarchiste et libertaire. Tout le processus répressif en Bolivie semblait être "incompréhensible" pour ceux pour qui la répression est logique, légitime et légale. Le 29 n'a pas été un fait isolé. Ce qui a isolé ces terres de la carte de la révolte ce sont des fantasmes. La prison, sur le territoire dominé par la Bolivie, est devenue une présence fantasmagorique ayant un vrai rôle de contrôle. Un fantasme qui instille la peur, qui habite les corps et se nourrit de la rage, laissant seulement le trou du repentir, qui s'étend et se déguise, de civisme, d'anarcho-pacifisme, de rebellions citoyennes, de négociations avec la "justice". Des enfants sages qui mangent leur soupe et font leurs devoirs, mal faits, mais qui les font, qui connaissent les règles et les limites de leur rébellion, et profitent des possibilités alternatives que le marché, alternatif lui aussi, leur offre. Comme c'est difficile de combattre les fantasmes !

Nos vies ont volé en éclats

« Au delà d'un certain point il n'y a plus de retour possible. C'est ça le point qu'il faut atteindre. »

Après le 29 mai nos vies ont volé en éclats. Enfermés. Isolés. Exposés, sans personne pour t'ouvrir une porte. Sans pouvoir rentrer à la "maison", fuyant même les "amis". Nos vies se sont terminées comme nous les avions connues. Ce que nous avons pu faire à partir de là c'est ce qui a creusé les différences profondes jusqu'à aujourd'hui, trois années plus tard, avec des chemins irréconciliables pour certains et avec des tensions plus ou moins fortes pour d'autres.

Le 29 mai nos vies ont été complètement réduites en poussière, et trois ans plus tard qu'est-ce que nous en faisons ? Combien de notre mépris envers le système demeure dans notre cœur et dans nos actions ? Combien, et de quelle manière, ont laissé tombé, se citoyen-

nisant chaque fois un peu plus ? Quelle force a-t-on été capables de sortir de nous-mêmes face à la destruction totale de nos vies ? Et combien d'autres seront-ils encore capables de balancer ? Ils défendent toujours la prison ?

Cette secousse a provoqué une reconsidération de ce que sont les zones de confort, la vie collective, la solitude, la force, les relations et les sentiments, et ça a surtout fait réfléchir sur les positions politiques. Dans mon cas, et dans celui de personnes avec qui j'ai des affinités, la répression, loin de diminuer la détermination anti-autoritaire pour s'attirer la sympathie du pouvoir et de la société (contre laquelle luttait la majorité des personnes arrêtées), a renforcé la décision de les affronter. Et ainsi cette épuration me semble positive. Le 29 mai a marqué la séparation radicale des manières de considérer la liberté, l'anarchie et la rébellion entre ceux que nous considérons anarchistes. Cela a tracé la frontière entre ceux qui acceptent le système de façon alternative et ceux qui ne l'acceptent sous aucune forme et qui luttent chaque jour pour l'expulser de nos pratiques quotidiennes tout en l'attaquant, en cherchant au moins à déranger, rompre avec la normalité de ce conformisme intello, informé et passif, profondément complice de multiples chaînes d'exploitation.

Le 29 signifiait faire un pas en avant ou se retirer du combat. Et ça a été le point de non-retour à la normalité. Un point qu'on ne peut pas réduire à une date qu'on garde en mémoire, mais à l'expansion de la révolte.

Il faut encore plus de feu, de rébellion et de vandalisme

La révolte a besoin de tout : journaux et livres, armes et explosifs, réflexions et blasphèmes, venin, poignards et incendies.

La seule question intéressante est : comment les mélanger ?

La tension contre la domination ne peut se passer d'une corrélation entre les idées, actions, formes de vie individuelle et collective, une vie la plus autonome possible et une attaque permanente contre l'autorité de l'État-capitaliste-extractiviste [1]. Se déplacer rapidement, tout changer. Aimer et détester à l'extrême à chaque endroit,

avec chaque compagnon. Planifier avec soin, être prêt à tout, tout le temps. Tout détruire, surtout nos façons de comprendre le monde.

Au delà des erreurs, je suis fier d'avoir fait partie de ces événements. Nos vies ont changé, la séparation s'est faite et personne ne s'est arrêté. C'est toujours possible de transformer la révolte et la violence en une arme efficace contre la monopolisation du pouvoir. C'est à chacun de nous d'écrire les derniers chapitres de cette histoire, ceux qui ont affronté de différentes façons cette répression, ceux qui se sont solidarisés, ceux qui ont observé, ceux qui le veulent mais ne se motivent pas ... Nous avons vécu cette répression, nous sommes mieux préparés maintenant. Nous sommes tombés et nous nous sommes relevés. Nous avons noué des liens forts et marqué les différences nécessaires. La terre est fertile. Le pouvoir se prépare, monopolisant chaque espace, reprenant les batailles pour lesquelles nous avons risqué nos vies et qui semblaient être paralysées, comme celle du TIPNIS. L'indignation débordera à nouveau tôt ou tard.

Pour la liberté, le chaos et l'anarchie. Destruction des prisons !

Depuis un trou, quelque part, dans l'anonymat irrenonçable : à Henry pour son irréductible rébellion, à la meute (compagnons aux hurlements sauvages et enragés qui font tout pour faire vivre l'anarchie à travers le monde), à Xosé Tarrío et Mauricio Morales (nos morts sont avec nous et ne reposent pas en paix, il restent sur le pied de guerre, avec la même fermeté)

Notes

1. L'extractivisme en Amérique Latine désigne les activités d'exploitation des ressources naturelles à échelle industrielle. Au sujet de la Bolivie on se rappellera les conflits autour de la privatisation de l'eau, mais on peut penser aussi à l'exploitation intensive de toute sortes de minerais, qui ces dernières années a provoqué de violents conflits au Pérou, et les gigantesques exploitations agricoles qui prospèrent en Amérique du Sud. Ces activités d'exploitation intensives diverses ne sont pas sans lien avec le projet de construction d'une route à travers la forêt amazonienne bolivienne, le fameux projet Tipnis. (NdT – Camotazo)



TROIS ANS APRÈS LA VAGUE DE RÉPRESSION

DERNIÈRE NOTE DE SOLIDARIDAD NEGRA

Mai 2015 - Bolivie

Nous croyons qu'il est important de fermer des histoires et des procès qui semblent ne jamais se terminer, selon nos propres rythmes et objectifs, mais aussi selon les contextes et moments.

Solidaridad Negra est né en tant qu'espace de diffusion, et en même temps d'interaction solidaire, avec le compagnon Henry, au cours des moments les plus difficiles de la répression dans ces terres. Nous croyions alors, et le croyons toujours, que c'était une contribution nécessaire et que ça a donné d'excellentes réponses et liens solidaires qui ont renforcé le compagnon de façon opportune. Nous avons beaucoup appris de chaque bise et clins d'œil complices. Nous nous sommes fortifiés, notre activité anarchiste s'est nourrie et a continué d'avancer grâce à tous ces compagnons. Nous pensons aussi avoir atteint notre objectif de soutien envers le compagnon Henry, par une solidarité active et combative.

Cependant les temps ont changé, et même si le procès n'est pas terminé, nous ne pensons pas qu'il soit judicieux de maintenir le rythme de contre-information basé sur des audiences suspendues, qui maintenant ne sont même plus demandées. Dans ce sens, nous pensons que même si la justice maintient l'affaire ouverte afin de garder sous le coude les inculpés, il faut poursuivre vers là où nos intentions nous mènent et inciter nos

compagnons à continuer de voler dans le ciel, avançant en cherchant chaque jour à nous sentir plus accomplis, libres et heureux, luttant contre les multiples formes d'oppression qui nous volent la vie et contre l'apathie qui nous domestique.

Ce sera probablement la dernière fois que nous publierons quelque chose jusqu'à ce que le procès soit terminé. L'adresse mail sera toujours fonctionnelle afin qu'on puisse communiquer et conspirer avec nous. C'est précisément ce 29 mai, trois ans après la vague de répression sur le territoire contrôlé par l'État de Bolivie. Et tout en voulant déclarer une fois de plus notre solidarité envers notre compagnon Henry, nous voulons envoyer toute notre force, notre amitié et notre complicité au site Irakunditxs, un projet qui existe depuis un moment et maintient une position politique importante en terme de contre-information locale et internationale. C'est un projet auquel nous apporterons notre soutien d'une façon ou d'une autre, car il est temps d'élargir les horizons de la solidarité et de la contre-information. Bonne chance compagnons !

À Henry, notre solidarité ferme, notre main tendue, notre rage partagée. Beaucoup de force à toi, Guerrier ! Ce sont trois ans d'une détermination ferme, qui ne doute pas et nous inspire, qui ont passé.

Nous en profitons pour envoyer, dans un geste de solidarité constant, une grosse bise aux compagnons suivants : Gabriel Pombo da Silva, Claudio Lavazza, Marco Camenisch, Marcelo, Freddy, Carlos et Juan, Tripa, Chivo, Fallon, Amelie, Abraham, Mario et Braulio, Juan, Nataly, Guillermo et Enrique, Monica, Francisco et les trois de Barcelone, aux compagnons prisonniers des opérations Pandora et Piñata en Espagne, aux compagnons de Culmine, à Alfredo Cospito et Nicola Gai et les prisonniers de l'opération Ardire en Italie, aux prisonniers du No tav, à Tamara, Tato et Javi. Aux bêtes indomptables de la Conspiration des Cellules de Feu, leur révolte dans les prisons a été une leçon de force, d'irréductibilité et de fermeté. À Nikos Maziotis et Kostas Gournas, membres de Lutte Révolutionnaire.

À Ilya Romanov, aux prisonniers en Turquie, à Eat et Billy, à ceux enfermés pour avoir gardé le silence. À ceux en cavale, et aux prisonniers dont ils n'ont jamais pu s'emparer du cœur.

Nous voulons remercier pour le soutien des différents sites de contre-information qui continuent, qui ont fermé et qui émergeront régulièrement, pour faire de la contre-information une arme de combat et de solidarité.

**Jusqu'à la libération Totale.
Destruction des prisons !**

Solidaridad Negra



AU SUJET DES RÉCENTES ARRESTATIONS POUR PARTICIPATION À DES VIOLENCES DE RUE

Août 2015 - Chili

Ces derniers mois il y a eu une série d'arrestations de jeunes accusé-e-s de participer à des affrontements contre les forces répressives au cours de manifestations, d'actions menées par des personnes encagoulées au sein des universités. Parmi eux/elle, certain-e-s se trouvent désormais sous divers régimes de détention, depuis la résidence surveillée jusqu'à la prison préventive.

Des compagnon-ne-s ont déjà réfléchi (à lire: « *Viraje de la Violencia del Estado hacia la Critica Practica* ») au sujet du rôle de la répression sélective de l'État et de comment les puissants essaient de faire perdre du terrain aux diverses formes de conflictualité contre l'ordre établi.

Nous, individus qui nous couvrons le visage et utilisons la violence insurgée contre les oppresseurs comme faisant partie de la lutte multiforme pour la libération totale, nous croyons que cela dépend principalement de nous si nos pratiques de lutte finissent par s'éteindre de façon définitive. Pour cette raison nous voulons partager quelques analyses et réflexions.

1. La situation répressive

En analysant la situation cela saute aux yeux que le pouvoir a élargi son rayon d'action répressive jusque

dans des secteurs qui ne sont pas considérés comme les ennemis internes déjà connus (ex membres de guérillas marxistes non repentis, anarchistes insurrectionnels et mapuches en résistance), afin de semer la peur et la punition parmi les étudiants mobilisés radicalisés et d'autres secteurs qui mènent différentes luttes au sein de la société.

On s'y attendait, et c'était annoncé, dans un contexte de « mobilisations et agitation sociale » où le pouvoir essaie d'imposer les réformes du système comme seule manière de transformer la réalité, à travers les institutions et la voie pacifique et établie par l'ordre démocratique.

Dans ce but, les puissants, en parallèle du déploiement de leur armée communicationnelle et journalistique, ajustent leurs mécanismes légaux, en durcissant la loi de contrôle des armes en parallèle avec la loi anti-terroriste, pour réprimer les rebelles et semer la peur, en cherchant à empêcher les actes de révolte et de violence révolutionnaire.

2. Tout n'est pas surveillé : contre la victimisation et l'idée que tout n'est que montage

Il y a une grave erreur qui est faite lorsque le pouvoir

déploie sa répression, c'est de la laisser s'écouler sans résistance ni offensive de notre part, de même que de penser que l'ennemi nous a tous à l'œil et qu'il est impossible de conspirer, d'attaquer et d'agir violemment contre le pouvoir.

Une notion qui revient souvent c'est celle de combattre l'idée des montages, qui pour certains est le premier discours défensif (qu'on sort presque comme un joker) lorsqu'il faut faire face à la répression. Cette idée est souvent accompagnée de celle de la victime innocente et du « droit de manifester ».

À l'opposé de cela, la posture anarchiste insurrectionnelle et les années d'expérience ici et ailleurs, montrent qu'il est possible de garder une cohérence révolutionnaire tout en refusant les charges et accusations imposées par le pouvoir, sans requérir ni reconnaître la logique du coupable et de l'innocent, propre au langage et mécanismes juridiques créés par les puissants.

C'est aussi important de combattre l'idée des montages à cause de la croyance stupide que toute attaque vient toujours de la police. Bien sûr que la répression a l'habitude de semer des preuves contre ceux à qui elle veut nuire, mais c'est autre chose de rejeter l'idée qu'il y ait des individus qui de façon libre, consciente et autonome décident de s'organiser, élaborer et mener à bien des attaques contre l'autorité et sa normalité.

Notre position n'est pas celle de jeunes étudiants ou « militants sociaux » qui luttent avec les mains toutes propres et manifestent pacifiquement. Nous nous positionnons en tant qu'ennemis déclarés de toute forme d'autorité, prêts à nous organiser afin de fabriquer des cocktails Molotov, dresser des barricades et attaquer la police en masquant nos visages afin de ne pas être reconnus par les yeux de la répression.

3. N'arrêtons pas d'agir

C'est un moment dont il faut savoir profiter afin de nous renforcer comme individus et comme groupes d'action anarchiste.

Le moment est propice à l'approfondissement de notre critique vis à vis de l'ordre social dans son ensemble, en développant concrètement le refus des normes et propositions d'amélioration, repentis et victimisation que la société offre.

Il est tout aussi important de défendre la violence de rue dans les espaces de combat gagnés par des décennies de pratiques d'insurrection, que de l'associer avec d'autres pratiques de révolte dans d'autres espaces, comme l'ont compris et appliqué les compagnon-ne-s qui il y a quelques jours ont dressé des barricades à différents endroits de la ville.

Sans baisser la garde, minimisons les risques et combattons les imprudences. Gardons toujours en tête que la continuité et la prolifération de l'action autonome, par notre capacité de la développer dans le temps et de déclencher la créativité, réside dans la potentialité de l'attaque diffuse et informelle, pour mettre en danger le pouvoir et ne pas faire de nos pas quelque chose de prévisible pour l'ennemi.

Stoppons la peur, le silence et l'immobilisme que le pouvoir essaie d'imposer afin de freiner toute possibilité d'insurrection.

Affûtons l'action et le discours.

Solidarité avec les prisonniers tombés pour violence de rue et avec tous les compagnon-ne-s séquestré-e-s par le pouvoir.

Quelques encagoulé-e-s anti-autoritaires



SUR LA PROJECTION ANARCHISTE INSURRECTIONNELLE

Sin Banderas Ni Fronteras - Novembre 2015 - Chili

« *Il y a trois chemins pour échapper aux misères : deux imaginaires et un réel. Les deux premiers sont le bar et l'Eglise ; le troisième, c'est la Révolution.* » (libre adaptation de la phrase originale de M. Bakounine)

« *Les personnes ne sont pas déterminées par les conditions dans lesquelles elles vivent (par exemple l'enfermement) ; ce qui les caractérise réellement, ce sont les OPTIONS qu'elles prennent.* » (Conspiration des Cellules du Feu-Cellule de membres en prison, Grèce)

Quand nous parlons de projection insurrectionnelle, nous les anarchistes/antiautoritaires de praxis ne faisons pas référence à un futur où les choses seraient radicalisées, où le panorama serait plus propice pour « tout donner à la lutte » et aiguiser le conflit contre la domination. Cette manière de comprendre l'insurrection et ses projections est abstraite, fictive et ne peut que contribuer à l'apologie de la commodité et du report d'une prise de position en tant que protagoniste dans le conflit contre le pouvoir, ici et maintenant.

Pour nous, antiautoritaires contraires à toute forme de pouvoir et de société, la projection insurrectionnelle, sans dogmes ni formules magiques, se construit dans le présent de la révolte permanente contre l'établi, en do-

tant nos actions d'un contenu d'offensive contre l'ordre social, afin d'imprimer dans chaque mot et dans chaque acte la nécessité de la destruction et de l'attaque protéiforme contre toute forme d'autorité comme élément continu et inéluctable dans tout processus de libération individuelle et collective.

Cela implique de savoir identifier et connaître notre ennemi, de le rendre visible et de propager sa destruction, en ayant recours aux multiples instruments qu'offre l'histoire du combat antiautoritaire. Dans tout ce processus, la critique commode et sans risques, l'arrogance, le victimisme et l'auto-complaisance sont des éléments complètement éloignés de la projection insurrectionnelle.

De la même manière, chaque pratique de vie ou chaque proposition d'intervention qui ne propage la nécessité de la destruction du pouvoir et de l'attaque contre la domination comme faisant partie de la lutte pour la liberté est condamnée à se transformer en simple bouche d'aération pour l'abattement quotidien que produit la domination. C'est ainsi que, par exemple, les propositions autour des « pratiques écologistes » qui n'appellent pas à détruire et attaquer ceux qui, pour leur profit, produisent et gèrent le massacre environnemental sur la planète, se perdent facilement dans la variété des

offres idéologiques de « durabilité » exhibées dans les vitrines du capitalisme vert et se montrent sous leur jour de prétendue manière, naïve et inoffensive, de sauver la planète de la destruction, tout en maintenant intacts les piliers sur lesquels repose la domination.

Un autre aspect essentiel de l'insurrection et de ses projections, c'est que celle-ci se construit sur la base des désirs et intérêts insoumis fondés à la première personne pour ensuite être mis en commun. Cependant, prendre part activement à l'insurrection exige, comme nous l'avons déjà dit, de connaître l'ennemi, son système de relations, de répression et les conséquences qui pèsent sur celles et ceux qui cherchent à freiner les projets de la domination.

Ce processus de connaissance comporte aussi comme facteur fondamental le fait de se connaître soi-même, en revoyant et en déconstruisant notre intérieur, en nous demandant ce que nous voulons réellement et jusqu'où nous voulons arriver dans la lutte insurrectionnelle, en reconsidérant si nous sommes là seulement pour sentir l'adrénaline, pour une révolte transitoire ou pour un engagement qui embrasse la totalité de la vie, avec les décisions et les conséquences que cela entraîne (incarcération, tabassages, mort, persécution etc.).

Ce qui précède est d'une importance vitale à l'heure de s'impliquer dans un type d'affrontement dans lequel l'Etat, le pouvoir et leur répression n'ont que faire de la profondeur de notre engagement et frappent les insurgé-e-s sans aucune hésitation ni aucun égard.

Mais rien de tout cela n'a réellement d'importance si nous oublions que l'insurrection et ses projections exige la cohérence entre les idées et les actions, celle-ci nous amenant à aiguiser nos positions et à ne pas reculer face à la répression ou face à ce qu'offre une vie confortable et sans tensions sous le masque de la révolte.

Ainsi, l'intensité, la durée et l'extension de la révolte contre l'ordre existant dépendra de comment nous voyons l'insurrection, tout en nous regardant toujours nous-mêmes, puisque s'impliquer dans l'affrontement contre les dominant-e-s par simple adrénaline, par soif de reconnaissance, comme passe-temps ou comme mode juvénile, pour trouver sa place dans un groupe de personnes ou sans avoir des bases fermes et solides en nous, freine la projection insurrection-

nelle ou empêche qu'elle puisse se soutenir dans le temps et dans l'espace comme un corps dynamique et dangereux pour le pouvoir.

Le vrai poids de positions soutenues sur des bases fragiles est généralement mis en évidence au moment où les choses deviennent difficiles pour les insurgé-e-s, quand la répression s'accroît ou se fait plus prégnante par exemple, et que dans la vie de certaines personnes les positions radicales vociférées auparavant laissent la place à l'oubli, au silence ou à la relativisation produite par la peur et/ou la « surprise » face aux réponses d'un ennemi qui cherche à freiner la lutte insurrectionnelle à tout prix.

C'est la raison pour laquelle nous faisons écho à ce que d'autres compagnon-ne-s ont posé à d'autres moments avec l'idée qu'il a peu de possibilités de projection insurrectionnelle si l'on ne lutte que contre les facteurs externes de la domination (la police, l'Etat, les institutions etc.) sans consolider constamment en nous-mêmes les bases, les valeurs et les principes qui nourrissent l'insurrection contre l'existant.

Ainsi, nous nous éloignons des pratiques lamentables comme celle de justifier les reculs dans le champ des idées et des faits sous la fragile parade idéologique de « respecter les décisions individuelles » ou encore d'éviter l'autocritique en traitant de « juges » ou d'« anarchochefs » celles et ceux qui diffusent la tension permanente dans le conflit contre l'autorité. De tels pratiques ou discours ne font que laisser plus d'espace au développement de notre ennemi, ainsi que des valeurs et pratiques discréditant l'insurrection et renforçant l'autorité.

En effet, l'anarchie n'est pas quelque chose de séparé de nous-mêmes. Nous sommes nous-mêmes l'anarchie et la projection insurrectionnelle est quelque chose que nous sommes nous-mêmes amené-e-s à forger.

Avec l'ensemble de ce qui a été posé, nous ne cherchons pas à imposer quoi que ce soit à quiconque, mais à contribuer à ouvrir des débats et des tensions contre l'immobilisme et les excuses qui diffèrent l'agir contre le pouvoir.

SENTONS L'URGENCE DU PRESENT.
PROPAGANDE ET ACTION CONTRE TOUTE
FORME DE DOMINATION



FACE À LA RÉPRESSION ... TOUT N'EST PAS VALABLE

Juin 2015 - Espagne

L'Etat a recours à différentes stratégies pour éliminer ses ennemis, y compris celles et ceux qui élèvent la voix pour remettre en question l'ordre établi. Il tente de couper à la racine toute initiative rebelle et compte pour ce faire sur un appareil judiciaire efficace disposant d'un large éventail punitif : celui-ci va des accusations légères qui en général se soldent par des amendes ou des peines avec sursis, à l'utilisation de durs instruments parmi lesquels le joker de la *Loi antiterroriste* perd en nouveauté, cette carte revenant fréquemment sur le tapis. Ayant assumé la prison comme une éventualité dans la lutte contre la domination, nous voyons le contexte actuel comme propice à ce que cette éventualité se rapproche pour de plus en plus de personnes. Nombreuses sont celles qui ne savent pas si elles dormiront demain en cellule et celles qui, comme nous, ignorent pour combien de temps elles y resteront. Lorsqu'on se retrouve face à une machine d'asservissement mue par leurs paranoïas et hallucinations, qui constitue en définitive une des multiples manières d'exercer la domination, la situation devient parfois confuse.

La rapidité avec laquelle les coups répressifs se sont succédés alimente cette confusion, plus encore lorsque les accusations sont extrêmement « imaginatives », le tout accompagné par le côté spectaculaire des médias

du Pouvoir. Ceux qui exercent et soutiennent la domination ne comprendront jamais nos formes anti-autoritaires et tentent donc de nous mettre dans le moule de leurs logiques.

Comme on a pu le voir, les collectifs, espaces et individualités touchés par la répression sont hétérogènes. Ils présentent des proximités et des différences à l'heure de comprendre l'Etat et sa fonction, ainsi que dans la manière d'affronter les assauts du Pouvoir, la prison et de voir avec qui établir des "alliances". Face à cela, on entend souvent qu'il est préférable de dépasser ce qui nous sépare et de donner la priorité aux points communs, afin d'affronter avec efficacité les coups du Pouvoir, position qui privilégie de toute évidence l'aspect quantitatif plutôt que la détermination et la volonté, aspects pour nous fondamentaux. Nous sommes conscient-es de l'importance de s'allier, mais la question est avec qui. L'Histoire a démontré clairement les conséquences néfastes qu'ont signifiées pour les anarchistes des alliances avec des groupes autoritaires et/ou en faveur de la politique institutionnelle, ceux qui pencheront toujours du côté du Pouvoir finissant par écraser toute initiative libertaire. Devrions-nous baisser la tête et abandonner des aspects pour nous indispensables ? En aucun cas.

Le fait de céder sur des aspects éthiques importants a notamment eu pour conséquence d'aller toujours plus à la remorque de mouvements gauchistes, citoyens et démocrates avec lesquels nous n'avons rien à voir ; ils soutiennent le Pouvoir tandis que nous essayons de l'éliminer de nos vies. La confrontation est inévitable, elle est nécessaire pour grandir politiquement. En quoi nous différencions-nous de ceux qui défendent et renforcent le système en place ? Par nos actes et leur cohérence.

Ceci étant dit, si en tant qu'anarchistes nous considérons impraticable toute alliance ou projet commun avec des groupes ou des personnes liés aux institutions, nous pensons de la même manière qu'il est impossible de créer des liens avec celles et ceux qui, face à la répression, optent pour des stratégies que nous ne partageons absolument pas, et que nous ne souhaitons cautionner en aucune manière. Dans une période marquée par la répression, les arrestations et la prison, nos convictions et leur cohérence sont en jeu et sont inévitablement en tension, mais tout n'est pas valable pour éviter d'aller en taule, ni même pour en sortir. Nous pensons que certaines options brisent notre dignité et enterraient en définitive ce que nous sommes et les idées que nous défendons. La demande de grâce est une de ces options [1].

En tant que prisonnier-e-s anarchistes, nous affirmons que nous ne participons et ne participerons pas à des mobilisations ou manifestations antirépressives avec ceux qui décident de suivre la stratégie de la grâce (partielle ou pas). Nous ne voulons pas être à leurs côtés de par la divergence insurmontable que nous avons mentionnée, nous ne voulons pas être complices par omission d'une stratégie qui représente pour nous un point d'inflexion déterminant. Et si finalement les conséquences de nos convictions conduisent à ce qu'ils enferment nos corps pendant plus d'années, nous poursuivrons de l'avant la tête haute et avec dignité.

Nous ne voulons pas le pardon de l'Etat, nous ne désirons que sa destruction.

Mónica Caballero et Francisco Solar
(Centre Pénitentiaire de Villabona)

Note :

1. Huit des dix-neuf personnes accusées d'"*association illécite contre les institutions*" suite au blocage du Parlement de Catalogne en juin 2011 par le mouvement des Indignés, ont été condamnées à 3 ans de prison ferme. Alors que l'*Audiencia Nacional* les avait acquittées en juillet 2014, le Tribunal Suprême a annulé ce verdict en mars 2015 suite à un recours du procureur, prononçant une peine de trois ans de prison contre huit d'entre elles, applicable à partir de mai. Ces dernières ont immédiatement effectué une demande de grâce partielle auprès du Ministère de la Justice. Le 18 juin 2015, l'*Audiencia Nacional* a décidé de suspendre leur entrée en prison jusqu'au résultat de l'examen de cette demande.

Mais qu'on ne pense pas que ce dangereux précédent de demander une grâce à l'Etat [*indulto*] pour éviter la prison ou réduire sa peine soit le seul fait des Indignés. L'an dernier, l'anarchiste Tamara Hernández Heras, condamnée à huit ans de prison en septembre 2011 pour "*tentative d'homicide*" contre l'ex-responsable de l'administration pénitentiaire de Catalogne, suite à l'envoi en octobre 2009 d'un colis piégé (désactivé avant explosion) à son domicile professionnel, avait demandé une grâce (suspensive) au Pouvoir dès sa condamnation.

Le 15 mars 2014, son nom figurait ainsi au *Bulletin Officiel de l'Etat espagnol* parmi la douzaine de grâces proposées par le Conseil des Ministres et accordées par le Roi Juan Carlos, réduisant sa peine de huit à deux ans de prison et lui permettant de sortir quatre mois après son entrée en taule. Le conseil des ministres l'a justifiée au nom du fait qu'entre le moment de l'attaque (2009) et aujourd'hui (2014), elle a démontré sa "*bonne réinsertion dans la société*", qu'elle mène désormais une "*vie personnelle, familiale [elle a fait un môme entre-temps] et de travail complètement normalisée*", qu'elle "*ne fait plus partie de la Cruz Negra Anarquista*" et de son absence d'antécédents pénaux. En outre, le procureur d'Etat avait appuyé sa demande de grâce et, condition nécessaire pour obtenir le pardon du Roi, la "victime", le bourreau-en-chef ex-responsable de l'Administration pénitentiaire Albert Batlle Bastardas, ne s'y était pas opposé... (NdT - Brèves du Désordre)



INDULTO ET INDULGENCE

Octobre 2015 - Espagne

Ces dernières années, plusieurs épisodes répressifs sur le territoire espagnol sont notamment venus toucher des milieux antagonistes, antifascistes, libertaires, anarchistes... Des opérations policières ont été lancées, parfois à grands renforts de propagande médiatique, il y a eu des arrestations, des compagnon-nes ont été et sont encore incarcéré-es, des procès se sont déroulés, des condamnations sont tombées...

Tout ceci n'a rien de très surprenant. La répression policière, médiatique et judiciaire fait partie de l'arsenal de l'Etat qu'il dégage régulièrement contre celles et ceux qui le remettent en cause, dans sa totalité ou dans certains de ses aspects. Depuis quelque temps déjà, différents gouvernements affirment en outre clairement leur volonté d'en finir avec toute contestation ne rentrant pas dans des cadres légaux qu'ils ne cessent de durcir.

La solidarité qui a pu s'exprimer et se développer face à ces différents coups du pouvoir, si elle a indéniablement fait chaud au cœur, n'est pas non plus étonnante en tant que telle : elle constitue, avec l'action directe, une des armes de celles et ceux qui font le pari de l'auto-organisation pour engager le conflit.

Non, la surprise est plutôt occasionnée par des démarches lourdes en conséquences et littéralement aberrantes venant des rangs de milieux dits « radicaux » et donc supposés vouloir prendre les problèmes à la racine : les demandes de grâce suite à une ou plusieurs condamnations.

Pour parler très concrètement, demander à être gracié-e, c'est solliciter le pardon du vainqueur ; cela revient en l'occurrence à faire appel à la mansuétude du pouvoir (sous sa forme judiciaire, gouvernementale, royale ...) et par conséquent de ceux-là mêmes qui nous combattent et à qui, d'une manière ou d'une autre, on s'oppose.

Il ne nous intéresse guère ici de rentrer dans les détails administratifs de la procédure en question. Etouffer ce qui relève avant tout de choix politiques sous des monceaux de termes et de formulaires bureaucratiques ne s'inscrit que trop bien dans la manière dont le système entend nous *faire fonctionner* et revient essentiellement à noyer le poisson.

Nous laisserons aussi volontairement de côté l'argument fallacieux qui invoque des décisions *personnelles* pour les faire échapper à toute critique. Il ne s'agit évidemment pas pour nous de nier le caractère individuel des choix, contrairement à des milieux inconditionnels du « tout collectif » pour lesquels certains actes font l'objet de méfiance et de critiques du seul fait d'être portés de manière individuelle. Pour notre part, –et aussi parce que nous prenons en compte la dimension individuelle des positions et des actions en toute occasion et pas seulement comme une opportunité pour nous retrancher derrière elle– nous ne voyons pas pourquoi il faudrait avaliser par le silence des démarches que nous considérons comme nocives pour tout ce qu'elles supposent et signifient.

Du reste, les demandes de grâce dont il est question ont fait suite à des appels à la solidarité (généralement sous forme de « campagnes ») lancés sur un mode antagonique avant, pendant et y compris après les procès, appels repris par une bonne part des dits milieux, et ne concernent donc pas les seules personnes condamnées. Ces campagnes prétendant généralement à établir ou à prolonger un rapport de force élaboré dans la lutte, on comprend d'autant moins comment elles peuvent se solder par ce genre de démarches, pour le moins incohérentes avec les buts affirmés précédemment.

Un premier élément d'explication pourrait résider dans la notion même de ce qui est appelé « rapport de force » et de ses objectifs. En effet, si seul compte un résultat à très court terme et qu'il importe uniquement de faire en sorte que des personnes n'entrent pas en prison, on peut imaginer que tous les moyens sont bons pour y parvenir et passer sans trop se poser de question – et soit dit en passant sans non plus aucune garantie que cela « fonctionne » – des manifestations de rue contre la répression de l'Etat aux tentatives d'en dealer les effets avec lui.

Par contre, si le rapport de force est conçu dans une perspective plus ample, c'est alors la continuité d'une attitude conflictuelle vis-à-vis du pouvoir, ainsi que de certaines propositions et méthodes de lutte qui sont en jeu *individuellement et socialement*.

Appeler par exemple à empêcher que se tienne une session parlementaire, non pas par des pétitions ou des recours juridiques, mais par une intervention directe implique au minimum une remise en cause du jeu normal de la démocratie parlementaire. Par un bel effet de contagion cela pourrait aussi avoir un impact social qui dépasse la situation initiale. Défendre et mettre en pratique le fait d'agir directement contre ce qui nous oppresse, c'est entre autre raviver le refus – fruit d'idées antiautoritaires et de l'expérience historique – des institutions et de la délégation, c'est encourager la volonté de reprendre les rênes de sa vie en main, de décider en propre *ce qu'on combat, pourquoi et comment*.

En face, l'Etat perçoit tout à fait le danger que peut représenter ce potentiel pour l'ensemble de son organisation sociale. Il va donc chercher par tous les moyens à en finir à la fois avec le conflit ponctuel et avec toutes les possibilités qu'il peut ouvrir.

Dans son arsenal, il y a pour commencer la répression policière et judiciaire qui peuvent s'abattre de différentes manières : aussi bien en tapant dans le tas – à coups de matraques, de flashballs, à balles réelles si nécessaire – qu'en venant frapper chez quelques-un-es, y compris a posteriori. Le tout est destiné à semer la peur et à faire des exemples *aux yeux de toutes et tous*. Mais on oublie trop souvent qu'une des autres armes, toute démocratique, dont il dispose est celle de la récupération politique. Une des stratégies bien connue pour faire rentrer la contestation dans ses carcans consiste à tenter de séparer les « bons opposant-es », susceptibles de s'intégrer dans son jeu, des « mauvais » déterminés à poursuivre le conflit. Ramener l'antagonisme social sur le terrain de la négociation, satisfaire quelques re-

vendications, inciter à la dissociation voire à la délation face aux contenus et aux méthodes plus offensifs sont des manières assez classiques d'isoler ces derniers pour mieux les écraser.

Si l'on veut parler de rapport de force dans le cas de répression d'une lutte, celui-ci dépasse donc largement les personnes concernées en premier lieu, tout comme l'arrêt ou la poursuite du combat au moment où l'Etat décide de siffler la fin de la partie a des incidences au-delà des individus qui y participent directement.

Il revient donc à celles et ceux qui engagent l'affrontement d'être prêt-es à répondre à ces obstacles d'une manière qui, loin de le nier, en soit le prolongement. En faisant fi de cette continuité dans la conflictualité, les recours en grâce vont tout simplement dans le sens inverse.

A ce propos, il est nécessaire d'évoquer un autre facteur qui traverse l'ensemble de la société, milieux « radicaux » compris : l'esprit démocrate et citoyen. Vouloir prendre les problèmes sociaux à la racine implique sans aucun doute la critique de la représentation et de la délégation, fondements de la démocratie, au travers de l'auto-organisation et de l'action directe. Cela signifie aussi cesser de considérer l'Etat et tous ses représentants, institutionnels et para-institutionnels, comme d'éventuels interlocuteurs qui en fin de compte pourraient faire figure d'arbitre dans un conflit dont ils sont pourtant partie prenante – et de façon non négligeable. Refuser le dialogue avec ceux qui nous oppressent n'est pas une posture, c'est l'affirmation en acte de la continuation du conflit irréductible entre les puissants et les dépossédés. Cela a notamment pour conséquence de se débarrasser de toute illusion vis-à-vis de la gauche, qui a toujours été le fossoyeur des luttes réelles, sans même parler des tentatives de bouleversement social.

Dans ce cadre, les recours en grâce, comme d'autres pratiques équivoques, ne font qu'ajouter à la confusion et participent à plein à réhabiliter ces adversaires de poids. Quelle que soit sa décision, l'Etat en sort gagnant : donner le « coup de grâce » en la refusant lui donne l'occasion d'exhiber son inflexibilité jusque face à la reddition à ses exigences ; l'accorder lui permet de redorer son blason – dans toute bonne société reposant sur des principes religieux, quoi de plus magnanime que de *pardonner* à ceux qui l'ont offensé, mais toujours à ses conditions ? Dans les deux cas, il se verra conforté dans le rôle de médiation des rapports sociaux que trop de monde lui octroie déjà.

Il en va de même pour la gauche. On ne peut ignorer que ses partis, syndicats et associations ont régulièrement besoin de se refaire une légitimité soi-disant contestataire, régulièrement entamée par leurs crapuleries de gestionnaires du pouvoir. Faire appel à eux pour appuyer des demandes de grâce ne peut que contribuer à les remettre en avant comme des alliés potentiels au lieu de les traiter comme les ennemis qu'ils sont en réalité. C'est le retour de la *politique* comme mode de gestion du conflit.

Ce faisant, on contribue à enterrer les propositions d'auto-organisation et de lutte sans médiations et à repousser aux calendes grecques les perspectives qu'elles peuvent ouvrir. Ce ne seraient alors plus des propositions valables pour aujourd'hui, dans la vie que nous menons ici et maintenant, mais justes bonnes pour un monde idéal projeté dans un avenir lointain. Si au contraire il s'agit de propositions réelles, cohérentes et sérieuses – dans le sens où elles correspondent le mieux à la transformation des rapports sociaux existants et où elles préfigurent le futur auquel nous aspirons –, comment leur validité pourrait-elle être remise en cause dès lors que le vent tourne ?

Au même titre que la manière de lutter, celle de faire face à la répression est à la fois individuelle et collective et certainement pas séparée du contexte social dans lequel elle s'inscrit.

Si enfermer des opposant-es acharné-es, parfois pour des décennies, permet à l'Etat de les châtier et de écarter physiquement du combat dans la rue, cela ne lui suffit encore pas. Un des buts de ces punitions exemplaires réside incontestablement dans la fonction de menace adressée à toutes celles et ceux qui voudraient continuer à se battre. Le pas suivant consiste à obtenir d'otages dont il a fait des exemples un aveu de repentir ou tout au moins la reconnaissance qu'ils ou elles se seraient trompé-es dans leur chemin de lutte. On voit bien tout le profit que l'Etat peut tirer à la fois de la dépersonnalisation d'individus qui se sont affrontés à lui et du fait de pouvoir présenter publiquement le renoncement à des convictions qui seraient révolues. Le reniement par certain-es de leurs aspirations et de leurs perspectives – notamment révolutionnaires – ou de méthodes qui remettent en cause l'ordre établi vise et contribue à tirer un trait définitif sur leur raison d'être et ainsi à mieux les faire disparaître, de la mémoire comme du présent. A les enterrer comme les symboles d'une parenthèse obsolète qui ne viendra plus hanter l'horizon verrouillé de l'Etat et du Capital.

Refuser cet odieux chantage, l'« offre » concernant généralement des années de prison en moins, n'est pas – comme aimeraient le faire croire les tenants du réalisme de la raison d'Etat ou les pseudo tacticiens de haut vol – l'apanage de quelques fous furieux aspirant au martyre. Cela relève aussi bien de la nécessité de maintenir son intégrité individuelle face à la volonté d'écrasement total d'un pouvoir qui exige que nous renoncions jusqu'à ce que nous sommes, que de la lucidité quant aux enjeux de l'ensemble de ce processus.

Les demandes de grâce ne se font pas indépendamment de ces enjeux. Alors que l'Etat durcit encore ses lois – dont celle sur la sécurité citoyenne et le code pénal il y a peu –, alors qu'en même temps il promeut la perpétuité et incarcère jusque pour des amendes impayées, alors qu'il tente de paralyser par la peur toute expression de révolte, alors que son administration, y compris carcérale, exige toujours plus la soumission du plus grand nombre, il est impossible d'ignorer que l'octroi d'une grâce ne pourrait être que l'exception venant confirmer

et renforcer la règle. Cette exception n'est pas gratuite ; non seulement l'Etat s'appuie sur les garanties plus ou moins explicites – notamment de « vie normale et insérée » – qui lui sont fournies, mais la grâce s'inscrit aussi *de fait* dans une logique de pacification sociale, pour le maintien du statu quo.

En définitive, présenter le recours en grâce comme « un moyen comme un autre » sans grande conséquence relève soit d'une bonne dose de mauvaise foi ou de l'aveuglement (volontaire ?) sur la réalité de la guerre sociale en cours.

Ce monde repose vraiment sur la domination et sur la répression généralisée. Tous les jours, des années de prison s'abattent pour toutes sortes de délits – notamment liés à la propriété – et il faudrait faire comme si la lutte contre le système ou certains de ses aspects pouvait y échapper, et à n'importe quel prix ?

Ce rapport à la répression révèle au minimum le fossé qui existe entre les prétentions de milieux se voulant radicaux et leur manière d'affronter la réalité. Si nous parlons de *l'affronter*, c'est bien qu'il ne s'agit pas de l'accepter. Il faut donc s'entendre sur les chemins qui sont praticables et sur ceux qui ne le sont pas, notamment parce qu'ils ont un coût beaucoup plus élevé que la prison même. C'est pour cela qu'il est indispensable d'affiner les analyses, de partager les réflexions, d'imaginer des pratiques et des manières *autonomes du pouvoir* capables d'apporter des réponses en continuant à mener le conflit.

En partant du principe qu'une bataille engagée, individuellement ou collectivement, dans le champ social ne le quitte pas quand elle réprimée, on pourrait se demander comment porter le fer contre les aspects répressifs *dans et par* la lutte elle-même. Si l'on considère qu'elle ne s'arrête pas nécessairement une fois franchies les portes des prisons, la question pourrait être celle de son articulation à l'intérieur et à l'extérieur des murs. Le fait de poursuivre l'antagonisme en dépit des coups du pouvoir peut sans doute contribuer, aujourd'hui comme hier, à en assumer les conséquences carcérales – souvent malheureusement inévitables – sans sentiment d'abandon, ni comme un sacrifice ou une parenthèse séparée, mais plutôt comme un des épisodes d'un parcours de lutte.

Le recul généralisé des liens de solidarité est produit par les mécanismes actuels du pouvoir, eux-mêmes alimentés par nombre de capitulations face à lui. Mais déduire de ce constat cruel que la seule « solution raisonnable » serait d'accompagner ce mouvement de recul en acceptant et en renforçant le jeu de dupes de l'Etat ne ferait que creuser un peu plus la tombe de nos idées acrates et des pratiques qui en découlent. Le fait que des principes et des méthodes d'action soient toujours plus minoritaires (ce qui reste à démontrer) leur ôterait-il leur justesse et signifierait-il qu'il faille y renoncer ? Nous pensons au contraire qu'il s'agit plus que jamais de contribuer, en les mettant en pratique, à les étendre et à les diffuser.

Comme l'action directe, la solidarité dans une perspective antiautoritaire est un enjeu crucial, pour les temps présents et à venir. Cette solidarité ne peut se concentrer sur le seul fait répressif particulier, mais signifie surtout continuer à porter, en mots et en actes, des idées et des pratiques subversives dans lesquelles nous ne sommes certainement pas les seul-es à nous reconnaître. Cela pourrait être *un point de départ* pour propager cet ensemble au sein de la conflictualité sociale.

Vue sous cet angle, la question de la solidarité ne peut être résolue en nouant des alliances politiques contre nature et totalement contre productives pour la remise en cause des rapports existants. Et pas plus en réclamant l'attention d'une illusoire « opinion publique » forcément spectatrice. La question serait plutôt de chercher des complicités fructueuses dans l'espace ouvert par une continuité de luttes sans médiation. Insérer la question de la solidarité dans des perspectives propres

est un des bagages du combat contre la domination. Préserver cette continuité ne signifie pas vouloir la garder jalousement dans un entre soi pour s'en enorgueillir, mais permet en revanche de la porter en tant que proposition pour transformer la réalité au lieu de s'y adapter.

Si le rapport à la répression policière et judiciaire ne constitue qu'une partie de la lutte, il est malheureusement souvent aussi révélateur d'ambiguïtés et de manques de perspectives plus profonds. Mettre au clair nos idées, les *pourquoi* et les *comment* des combats que nous voulons mener, des luttes et des méthodes que nous proposons (avec toutes leurs implications) est donc plus que jamais nécessaire. Banale question des *fins* et des *moyens* en somme, urgente à se poser dans tous les moments de l'affrontement contre le pouvoir.

Des anarchistes



DÉCLARATION DES DERNIERS ARRÊTÉS DE L'OPÉRATION PANDORA

Novembre 2015 - Espagne

Le mercredi 28 octobre 2015, on était neuf personnes à être arrêtées en relation avec une nouvelle opération anti-terroriste orchestré par la Police Régionale Catalane en collusion avec le tribunal numéro 3 de la Cour Nationale Espagnole. Après le saccage et le pillage de nos maisons et de l'Athénée Libertaire de Sants (un centre social anarchiste dans le quartier de Sants), on a été emmené vers différents commissariats dans la périphérie de Barcelone. Le lendemain, on a été remis à la Guardia Civil qui nous a transférés à Madrid. Vendredi on a été amené devant le juge Juan Pablo Gonzalez, qui a ordonné la libération avec accusations de deux d'entre nous, la libération sous caution de six d'entre nous et l'incarcération inconditionnelle de notre compagnon qui est actuellement incarcéré à la prison de Soto del Real.

Nous, les arrêtés qui sont de nouveau dans la rue, voudrions partager une série de réflexions et de positionnements politiques :

L'accusation générique contre tous les neuf personnes est « participation à une organisation criminelle à visée terroriste ». Plus précisément, nous sommes accusés de faire partie de « GAC-FAI-FRI », dont on sait tous qu'il s'agit d'un concept construit par la police. Une série d'acronymes qu'ils ont soigneusement mélangés – la coordination de collectives anarchistes (GAC) avec la « signature » utilisée internationalement par certains groupes pour revendiquer des actions de sabotage (FAI-FRI).

La construction de ce cadre organisationnel a permis à la police de se servir de toutes les ressources répressives qu'offre la loi anti-terroriste : des tribunaux à huis clos, une plus ample incertitude légale, des peines plus dures pour les compagnons condamnés pour certaines actions, l'isolement, des régimes de détention spéciale, la criminalisation des rapports amicales et familiales, un spectacle médiatique avec une stigmatisation sociale, etc. Il suffit de dire que durant tout le processus de notre détention – depuis le moment qu'ils ont envahi et pillé nos maisons jusqu'à ce qu'on a été amené devant le juge – on ne savait même pas de quoi ils nous accusent.

Avec l'invention de l'acronyme GAC-FAI-FRI, les forces de police ont monté un filet avec lequel elles puissent potentiellement toucher tout ce qui bouge dans des cercles anarchistes et anti-autoritaires. Dans le contexte de ce nouveau cadre organisationnel, assister aux débats, participer aux assemblées, visiter des compagnons incarcérés ou même tout simplement avoir un contact personnel avec une personne soupçonnée de faire partie de l'organisation sont des raisons suffisantes pour se retrouver sur la liste noire. C'est ce caractère diffus et extensif qui donne la vraie force à la stratégie anti-terroriste : après chaque vague répressive, ceux qui affirment leur solidarité avec les arrêtés peuvent à leur tour être considérés comme faisant partie de l'organisation et donc être arrêtés eux aussi, et ainsi de suite. Le

concept de l'organisation terroriste vise à s'étendre indéfiniment, peut-être avec la perspective qu'à la fin, le milieu actuellement considéré comme dangereux devienne totalement isolé et paralysé par les dynamiques répressives ; sa capacité d'agir politiquement sera tellement diminuée qu'il n'est plus nécessaire de l'attaquer. Le fait que cette nouvelle opération est en contradiction avec les déclarations de la police (avant ils prétendaient que la section barcelonaise de la GAC-FAI-FRI avait déjà été démantelée) n'est pas surprenant, vu que cette organisation terroriste a été construite, modifiée et étendue par cette action policière et non pas l'inverse. La « lutte contre le terrorisme » crée le terrorisme de la même façon que la loi crée le délit.

La tentative de fabriquer l'existence d'une soi-disant organisation terroriste anarchiste est donc un saut qualitatif dans la stratégie répressive contre les luttes sociales, quelque chose qui ne devrait pas passer inaperçu et qui exige un vrai approfondissement dans nos mouvements.

Nous désignons le Ministère de l'Intérieur du gouvernement catalan et plus spécifiquement la Comissaria General d'Informació de la police catalane comme directement responsables pour ce coup répressif. Les Mossos qui prétendent qu'ils se sont limités à exécuter les ordres de Madrid est une tentative lâche et infâme pour se débarrasser de leur responsabilité et de dissimuler leur implication d'avoir monté et dirigé cette opération jusqu'au dernier détail, approuvée par la Cour Nationale.

Dans ce sens, quand nous voyons comme le Ministère de l'Intérieur livre la jeunesse catalane aux tribunaux, aux prisons et aux instances judiciaires qui sont toujours les héritiers du régime de Franco, cela donne une image très claire de la véritable base du « processus d'indépendance » et démontre la perversité de la rhétorique de libération dans laquelle il est emballé. La vérité, c'est que depuis quelques temps, le gouvernement a identifié le mouvement anarchiste en anti-autoritaire catalan comme l'ennemi à écraser. La répression Pandora n'a pas d'autre but. Ils s'attaquent à l'anarchisme non pas simplement comme une idée abstraite, mais à cause de ce que l'anarchisme a été, est et peut être en pratique : une minorité de révolutionnaires qui n'hésitent pas à défier le système et ses fondements oppresseurs et corrompus, une minorité qui encourage à ceux autour de lui de se révolter, une minorité qui refuse d'être séduite par des offres d'intégration politique faits depuis les canaux libéraux, démocratiques et capitalistes.

Pendant le dernier cycle de lutte, alimenté par la crise financière mondiale et les politiques d'austérité qui ont mis le poids de la restructuration sur le dos des exploités, la réponse révolutionnaire qui a émergé en Catalogne s'est montrée particulièrement dérangeante pour le projet néolibéral du gouvernement. Malgré nos limitations, erreurs et contradictions, nous avons lutté ces dernières années pour freiner les attaques contre les conditions de vie (travail, logement, santé, etc.) de tous et nous avons diffusé une analyse structurelle de la crise qui montre que le problème n'est pas un ou deux aspects du système, mais le système même. Nous avons créé des réseaux et des espaces pour résoudre nos problèmes et besoins par la solidarité et l'entraide, des structures autonomes qui s'opposent aux institutions et à leurs dynamiques paternalistes et caritatives. Ensemble avec des milliers d'autres personnes, nous avons fortifié les grèves pour défendre les droits des travailleurs, nous

avons érigé des barricades pour résister à la démolition des centres sociaux dans les quartiers, nous sommes descendus dans la rue pour condamner le femicide, pour rendre visible l'exploitation des femmes et pour résister les lois contre l'avortement qui cherche à contrôler nos corps et nos vies. Nous avons dénoncé et brisé le silence autour des violences et des assassinats policiers, autour des persécutions racistes, autour de la machine à expulser, des centres de rétentions et des prisons et nous n'avons pas cessé d'identifier et d'attaquer ceux qui sont responsables pour notre misère – les États, les employeurs et les élites financières locales et internationales.

Voilà ce que nous sommes et voilà ce qu'eux ils veulent détruire. Le but politique de ces vagues répressives est de semer la peur et l'abattement afin de domestiquer les mouvements sociaux pour qu'ils renoncent à désobéir, à agir de façon autonome ou à briser les règles du jeu imposées par le Pouvoir. Par la répression contre des anarchistes, des communistes, des indépendantistes, les grévistes du 29M,... le système ne cherche pas à punir notre culpabilité, mais à prouver son innocence : ils veulent s'acquitter en délégitimant, isolant et neutralisant tous ceux qui les accusent ou se dressent contre eux.

La solidarité qu'il y a eu en réponse à nos arrestations prouve que nos ennemis sont loin d'atteindre leurs buts. Nous voulons remercier et saluent chacun et chacune des gestes de solidarité des derniers jours. Manifestations, rassemblements, actions, gestes de complicité et d'affection, soutien financier,... le soutien énorme que nous avons reçu a été très précieux pour nous, une valeur qui l'emporte sur cette mauvaise situation et la ridiculise. Nous ne croyons pas à leurs lois, ni aux garanties qu'elles nous offrent, notre seule défense et notre seule garantie, c'est la réponse solidarité dans la rue. La démonstration massive de soutien que vous nous avez donné, et que nous avions donné avant aux compagnons arrêtés lors des opérations précédentes, est une preuve claire de l'échec de la stratégie anti-terroriste pour nous isoler en semant la peur.

Nous sommes maintenant dans la rue, mais nous sommes pas au complet. Notre compagnon Quique (Enrique Costoya Allegue) est toujours incarcéré à la prison de Soto del Real. La solidarité ne doit donc pas s'arrêter, elle doit se multiplier. Nous appelons à intensifier la lutte pour sa libération, et à ce que chaque compagnon envoie au moins une lettre et répond à tous les appels de soutien, restant attentif à toute requête ou information du collective Acció Llibertària Sants ou du Sindicato de Oficinos Varios de la CNT-AIT à Barcelone. En aucun cas nous l'abandonnerons, et nous n'abandonnerons pas non plus Monica et Francisco ou chacun et chacune des autres compagnons incarcérés. Ni arrestations, ni procès, ni prisons ne briseront nos liens de solidarité ou de notre engagement politique. Pour nous, les sales cellules où on s'est retrouvé ces derniers jours seront toujours des endroits plus dignes que les bureaux luxueux d'où ils gèrent la misère de nous tous.

Aucun pas en arrière !

La lutte est le seul chemin en avant !

Les arrêtés de la dernière phase de l'Opération Pandora qui se trouvent actuellement dans la rue.



QUELQUES CONSIDÉRATIONS POUR ENVISAGER UN PROJET DE LUTTE CONTRE LES FRONTIÈRES

Septembre 2015 - France

Nous assistons chaque jour à une intensification du massacre perpétué par les frontières étatiques. Des milliers d'hommes et de femmes qui fuient les guerres, la misère et des catastrophes écologiques, conséquences directes de l'exploitation des matières premières, et des hommes réduits à l'état de matières premières. Nous assistons quotidiennement à ce qui s'apparente de plus en plus à une hécatombe, aux portes des lieux où nous habitons, et nous nous habituons à être des spectateurs de l'horreur de cette normalité.

Face à cette masse d'êtres humains, qui en risquant leur vie défient les frontières, et se mettent en jeu dans des moments d'affrontements avec les chiens de garde de l'Europe, les hommes à la tête des États se gargarisent de valeurs démocratiques et proclament la nécessité de régulariser une partie d'entre eux en établissant les critères nécessaires pour les trier, sélectionner la bonne marchandise et refouler celle avariée. Ils établissent des politiques communes, construisent de grands centres de tris, renforcent les appareils bureaucratiques et militaires et la surveillance des frontières. Des frontières qui ne sont pas seulement des limites territoriales entre les États, mais se matérialisent aussi dorénavant dans les contrôles et les rafles, dans les transports en commun

et les gares, sur les lieux de travail et dans les rapports d'exploitation, aux guichets des banques et des administrations, dans les centres de rétention administrative et dans le travail des gestionnaires humanitaires.

Dans les rues de Paris ces derniers mois des centaines d'hommes et de femmes ont vécu dans leur être et dans leur chair l'accueil de l'État français. Virés de chaque square, de chaque rue, de chaque parc, de chaque dessous de pont où ils essayaient de trouver refuge, frappés et gazés par les flics parce qu'ils continuaient à rester ensemble. Des groupes de soutien de différentes obédiences se sont rapidement créés. Parmi eux, certains individus sincères, pour qui l'aide qu'ils apportent est une fin en soi, motivés par leur colère ou leur indignation. D'autres, représentants de partis, ou d'organisations humanitaires pour qui les migrants sont un moyen d'avoir plus de visibilité dans la rue et dans les médias, plus de pouvoirs politiques et plus de financement publics et privés. Globalement, ils ont essayé de leur fournir du soutien matériel et ont appuyé politiquement les revendications portées par la majorité de ces hommes et femmes : leurs demandes d'asiles et de logements. Revendications qui invoquent les droits de l'homme, qui considèrent comme un interlocuteur l'État. Cet État qui,

plus moins directement, est partie prenante des sangui-
naires affaires dans leurs lieux d'origines, qui les mas-
sacre aux frontières, qui les traque parce qu'ils dorment
dans la rue, et qui les accueille avec gaz et matraques,
soucieux de débarrasser la vitrine touristique qu'est
Paris de cette vermine.

Probablement beaucoup d'entre eux réussiront à obte-
nir les papiers et à se faire tanner dans les biais légaux
de l'exploitation du système économique français, grâce
aux mobilisations plus ou moins citoyennes. Beaucoup
d'autres continueront à mourir aux frontières, ou resté-
ront dans la masse des indésirables aux yeux du marché
ou de l'État, condamnés à la misère et à la répression.

Tant qu'existeront les États et leurs frontières, il y aura
des sans-papiers indésirables, tant qu'il y aura des
guerres et que continuera le saccage capitaliste, des
millions de personnes n'auront pas d'autres choix que
de s'exiler pour survivre. Tant qu'existeront les papiers,
qui ont pour seule raison d'exister le contrôle du bétail
humain, la gestion des inclus et des exclus, certains au-
ront les « bons », d'autres les « mauvais », d'autres pas
du tout, les États hiérarchisant les vies humaines selon
leurs propres critères. C'est pour ça qu'au slogan « Des
papiers pour tous » nous préférons ce slogan irraison-
nable, « Ni papiers ni frontières », qui n'a rien à deman-
der à l'État mais qui souhaite sa destruction, car nous
ne serons jamais libres tant que chacun et chacune ne
pourra vivre comme il l'entend, ne pourra aller partout
où ses choix le mènent.

Par ailleurs, personne n'échappe aux griffes du capita-
lisme, les exploités sont partout confrontés à la violence
de l'économie et de l'État, et c'est la même logique de
survie et son atomisation qui tuent nos corps et nos
esprits à petit feu. C'est la raison pour laquelle nous
voulons faire sauter les barrières (et le langage même
forme la partie la plus visible de ce redoutable iceberg)
érigées entre un « nous » imaginaire et des « migrants ».
Sortir définitivement de la logique du soutien qui ap-
porte une assistance envers un sujet créé sur la base
d'une discrimination « positive » car étant le sujet op-
primé par excellence. C'est justement en faisant d'une
multiplicité d'hommes et de femmes un tout homogène,
que l'on oublie qu'ils ont des trajectoires et des idées dif-
férentes. Ce n'est que sur la base de ces différences que
nous pouvons partager des moments de complicités et
de luttes, car comme tout opprimé, un « migrant » peut
tout aussi bien se révolter contre sa condition, que servir
fidèlement ses oppresseurs pour obtenir des avantages.
Nous apprécions et valorisons l'entraide spontanée que
nous comprenons comme un élan du cœur, mais, dans
une perspective libératrice, cette forme de solidarité ne
peut se substituer à la nécessité de l'affrontement contre
des hommes et des structures étatiques, la police et le
contrôle, ne peut s'accommoder des rouages démocra-
tiques, en somme ne peut mettre de côté, sous couvert
d'urgence, l'ensemble multiple et varié des actes de rup-
ture -ou du moins qui cherchent à en créer une- avec

l'ordre existant. Sinon cela revient à aider l'État dans sa
tache de gestion, à assurer du service en son absence,
à empêcher que la situation ne devienne réellement in-
contrôlable, car c'est cela que craint véritablement – et
à juste titre- l'État.

Ce qui nous meut, c'est l'idée d'un monde sans État
ni domination, donc concrètement leur destruction,
l'idée d'un monde débarrassé du capitalisme, donc
concrètement la subversion de l'ensemble des rap-
ports existants. Ces idées, a priori minoritaires, ne sont
pas un balluchon que l'on ouvrirait de temps à autre
pour se rassurer ou se donner de l'espoir au milieu du
marasme quotidien, elles sont notre boussole. Quant
à la révolte, la rage, la rébellion, l'insoumission, réac-
tions conscientes qui s'insèrent dans les nombreux
antagonismes qui traversent la société, sous quelques
manières qu'elles s'expriment, nous les savons nom-
breuses et diffuses. Ces deux parts de nous-mêmes
sont inséparables : nous ne sommes pas prêts à mettre
de côté des idées qui sont les nôtres pour nous agré-
ger, par exemple, à un moment de lutte collective ; et
de la même manière nous ne rechignons pas toujours à
prendre notre part à une lutte dont nous ne partageons
pas forcément l'ensemble des contenus ou des moyens.
« Je cherche une force, car l'idée ne fait que sa tâche.
Et si l'idée propose, la force dispose », disait un révo-
lutionnaire jadis. Selon nous cette -mal nommée- force
c'est la conflictualité sociale elle-même, se pose alors
la question de notre intervention à l'intérieur même de
cette conflictualité qui est notre lot quotidien.

Nous ne recherchons aucune légitimité, puisque même
par des biais détournés c'est le pouvoir qui différen-
cie ce qui est légitime de ce qui ne l'est pas. La légi-
timité est donc le reflet d'une soumission à l'autorité,
celle de la majorité (la prétendue « opinion publique »)
n'étant pas la moins redoutable. Car la légitimité est
à « l'opinion publique » ce que la légalité est à l'État,
c'est-à-dire la négation de l'auto-détermination de nos
vies. Une révolte légitime est incapable de saboter les
fondations du monde, elle propose seulement une redé-
finition du monde fondée sur le mythe d'un État et de
lois plus « humains », d'une justice plus « juste », d'une
économie plus « égalitaire », et attend une reconnais-
sance de « l'opinion ».

Loin de tout opportunisme politique, notre interven-
tion dans une lutte sociale doit se faire sur nos propres
bases : nous ne luttons pas pour « aider les migrants
à obtenir des papiers », mais contre la domination des
États sur tous et toutes. Avoir une présence dans la
rue non pas pour en prendre la tête, pas non plus pour
rendre un service à quiconque, qui plus est sans être
clairs sur nos idées en les diluant ou les épiçant au gré
des convenances, mais pour diffuser des idées et des
pratiques insurrectionnelles, pour avancer dans la pers-
pective de la révolution sociale.

Pour pouvoir gouverner tout pouvoir a besoin de créer des catégories et de produire des divisions qui l'arrangent et d'assigner chacun à des rôles qui sont autant de chaînes destinées à favoriser la servitude et l'assujettissement. Comme nous l'avons déjà dit, nous voulons faire sauter les barrières instaurées par le pouvoir, c'est pourquoi ce n'est pas l'appartenance par défaut de tel individu à telles supposées communautés qu'elles soient nationales, culturelles ou ethniques, ou telles catégories (immigrés, clandestins, avec papiers, migrants, déviants, hors-la-loi, travailleurs, chômeurs, diplômés...) qui conditionnent nos rapports avec eux, mais la manière dont ils se rapportent à cette appartenance. Ce qui compte pour nous c'est l'engagement, les positions, les choix et les refus qu'adoptent des individus réels dans des situations particulières, ainsi que les raisons qui les animent.

Il y a quelques années la « lutte contre la machine à expulser » avait un avantage que la lucidité nous amène à reconnaître avec amertume comme obsolète : celui de la clarté. Les incendies volontaires de centres de rétentions (celui de Vincennes, du Mesnil-Amelot, de Nantes, de Plaisir, de Bordeaux, de Toulouse), les évasions, les manifestations, le soutien aux inculpés de l'incendie de Vincennes, les tracts, les affiches et les attaques multiples, tous cela lit-on dans un bulletin de l'époque était sans équivoque : « soit on lutte contre les centres de rétention, et pas moins que pour leur suppression comme une partie des sans-papiers l'ont expérimenté à partir de leur situation concrète, soit on souhaite les maintenir ». La destruction volontaire du centre de Vincennes a « emporté son vernis humanitaire avec elle : les reclus ont lutté pratiquement pour une remise « liberté » pure et simple, et pas pour une amélioration de cette cage située entre une école de police et un hippodrome ».

La question de la solidarité pouvait non seulement dépasser la simple affirmation mais aussi proposer un autre parcours que celui du soutien. En visant l'ensemble de la machine à expulser et non pas les seuls centres et en exprimant un contenu clair qui ne se posait pas en extériorité, les actions insérées dans l'antagonisme diffus pouvaient ouvrir un chemin à une solidarité résolument offensive.

Actuellement en France du moins sur les derniers mois, nos idées n'ont pas eu assez d'écho et nous n'avons pas suffisamment contribué par des actes à subvertir une situation qui était potentiellement riche de possibilités. Nous n'avons pas réussi à influencer pour que la révolte prenne le dessus sur la logique du soutien. D'autre part -contrairement aux années résumées plus haut- les actes de révoltes avec lesquels nous voulons exprimer une solidarité offensive concrète ne courent pas les rues.

Mais elle couve la révolte, parfois elle éclate, et ne connaît pas de frontière : le samedi 22 août des heurts éclatent entre policiers macédoniens et migrants venus

de Grèce à la frontière entre les deux pays. Alors que deux jours avant l'état d'urgence était proclamé, l'armée et les forces spéciales de police dépêchées sur place ont été débordées. Ceux qui sont passés ont pris d'assaut la gare de Gevgelija pour se rendre en train en Serbie. A Calais la nuit du 31 août après la venue du premier ministre 200 personnes ont couru sur l'autoroute d'accès au site de l'Eurotunnel et ont commencé un blocage. Le 3 septembre des personnes bloquent l'entrée du centre Jules-Ferry (géré par l'association La Vie Active) où a lieu la distribution des repas, protestant contre l'aide humanitaire et les conditions de vie dans lesquelles elles sont maintenues. Quelques jours plus tard au centre de rétention Saint-Exupéry près de l'aéroport de Lyon, des retenus entassent des matelas et des draps auxquels ils boutent le feu. Ils repoussent la police pendant que du mobilier et des vitres sont cassés et que deux personnes montent sur le toit pour s'évader. Quelques jours plus tard à Roszke en Hongrie un millier de migrants a forcé un cordon policier pour ne pas être conduits à un centre d'accueil et d'enregistrement à proximité. Une partie d'entre eux a escaladé une barrière pour accéder à l'autoroute qui mène à Budapest et continuer leur route à pied. A Bicske des migrants montés dans des trains qu'ils pensaient à destination de l'Allemagne ont refusé leur déportation quand ils ont compris que ces trains avaient pour destination des centres d'identifications et de tri. Le 5 septembre sur l'île de Lesbos en Grèce, pour le deuxième jour consécutif des migrants se sont affrontés à la police. Quelques heures plus tôt un millier d'entre eux étaient sortis d'un centre d'accueil temporaire et avaient bloqués une route de l'île. Toujours à Lesbos, un millier de migrant se sont regroupés et ont tenté de monter de force sur un bateau en direction d'Athènes. Le 6 septembre à Valence (en Espagne) une quarantaine de prisonniers du centre de rétention se sont rebellés contre les flics et leurs ont subtilisé leurs clefs. Un groupe a tenté de s'évader pendant ce temps à l'intérieur des matelas furent enflammés, du matériel dégradé et cinq flics blessés. Le 7 à Bedford en Angleterre, des femmes détenues au centre de rétention de Yarl's Wood ont occupé la cour et ont déclaré : « *Nous sommes dans la cour, nous protestons. [...] Nous exigeons notre liberté. Nous chantons pour notre liberté. Nous crions.[...] Nous ne voulons pas de leurs nourriture. Nous ne voulons pas de leurs activités. Nous voulons simplement notre liberté.* »

Chaque semaine porte avec elle son lot de morts qui nous prend aux tripes et nous plombe le coeur, et face à cette horreur dans laquelle des centaines de milliers de personnes sont plongées, face à cette guerre de tous les jours que constitue le capitalisme, c'est notre rage contre ce monde inique dans sa globalité et la vie au rabais qu'il nous promet qui s'aiguise de jour en jour. Mais comme cela a déjà été exprimé par le passé, nous ne sommes pas solidaires de la misère, mais de la vigueur avec laquelle les hommes et les femmes ne la supportent plus : à la solidarité dans l'oppression nous voulons opposer la complicité dans la révolte. Alors, si nous peinons à envisager des perspectives offensives

concrètes avec lesquelles exprimer une solidarité particulière, nous voulons croire qu'il est possible d'en envisager pour exprimer une rage -qui d'ailleurs n'a pas besoin d'attendre de telles « perspectives » pour s'exprimer- que nous savons diffuse, et qui pour cette raison pourrait ouvrir la voie à des moments d'affrontement et de rupture avec l'ordre existant. Et qu'au long de ce parcours, débarrassé du racket politique, du vernis humanitaire, de cette putride indignation du citoyen « qui se plaint mais qui veut le maintien du système » – véritable clé de voûte de la servitude démocratique- il y aura des occasions où la solidarité pourra prendre plus d'ampleur.

« Dire que rien ne peut changer, que l'on ne peut dévier la marche du destin, c'est la prime accordée à toutes nos lâchetés ».

« Il n'existe pas de choses faites, de voies préparées, il n'existe pas de mode ou de travail fini, grâce auquel tu puisses parvenir à la vie. Il n'existe pas de mots qui puissent te donner la liberté : car la vie consiste précisément à créer tout par soi-même, à ne s'adapter à aucune voie : la langue n'existe pas mais tu dois la créer, tu dois créer son mode, tu dois créer chaque chose : pour que ta vie soit tienne. »

Il n'y a aucune bonne raison d'attendre pour accomplir ce que notre cœur et notre raison nous suggèrent, ni mouvement social, ni rendez-vous avec l'histoire. Si nous avons refusé d'ajourner la diffusion de nos idées et des pratiques qui en découlent à d'hypothétiques lendemains plus propices, nous n'en ressentons pas moins la nécessité de créer les conditions qui rendent possible un renversement de l'ordre social, un fait social encore inconnu, imprévisible mais ravageur.



TEMPS DE GUERRE

Subversions - Octobre 2015 - France

Poursuivant sur sa lancée belliciste (les interventions militaires en Centrafrique, au Mali et en Syrie sont toujours en cours), le gouvernement socialiste au pouvoir a saisi l'occasion des attaques contre Charlie Hebdo et l'Hypercasher en janvier 2015 pour décréter que la France toute entière devait se considérer en « état de guerre ». Voilà donc la guerre contre les ennemis intérieurs remise au goût du jour, dans les discours et dans les faits. Cela a des conséquences policières et judiciaires, la nouvelle loi sur le renseignement venant par exemple enrichir la législation antiterroriste durcie quelques mois auparavant. Complétant à son tour le renforcement du plan Vigie-Pirate, l'opération Sentinelle a quant à elle rajouté une grosse touche de kaki dans la militarisation des esprits et de l'espace public. Elle a tout bonnement instauré la présence ostensible et durable des soldats non seulement dans les transports, mais aussi à chaque coin de rue, mission et propagande allant de pair.

Dans ce contexte de « protection du territoire national », la question des frontières prend un relief particulier. Il s'agit en effet pour l'Etat de prendre des dispositions pour empêcher certain-e-s de le quitter (pour aller combattre en Syrie par exemple), en même temps que l'Europe toute entière est occupée à gérer les flux de migrant-e-s qui se pressent à ses portes. Le doux rêve

des migrations administrées par les puissants (que l'on pense seulement au déplacement des paysans vers les bagnes industriels urbains, aux importations de main d'œuvre par les sergents-recruteurs des colonies, jusqu'au récent euphémisme de l'immigration « choisie ») pour faire tourner la machine capitaliste se voit dépassé par les mouvements de centaines de milliers de personnes. Ces exodes sont certes dus à l'avancée du rouleau compresseur capitaliste et aux ravages qu'il occasionne (dévastations environnementales, guerres etc.), mais ils sont aussi beaucoup plus incontrôlés et en cela fort inquiétants. Des exilé-e-s plus ou moins volontaires ont forcé des frontières, souvent en affrontant leurs gardiens, et ont ainsi semé un beau désordre dans l'agencement des Etats européens. Depuis, ces derniers font tout pour reprendre la main en érigeant de nouveaux murs de barbelés, entre la Hongrie et la Serbie puis la Croatie, et dorénavant entre deux pays de l'espace Schengen : la Slovaquie et l'Autriche. Les prêts et les renforts de troupes accordés à la première et l'appel de la seconde à son armée pour suppléer la police rappellent une fois de plus à quel point les frontières relèvent aussi du domaine militaire.

Si les migrant-e-s modifient leurs itinéraires en fonction des nouveaux obstacles qui se dressent devant eux, les Etats quant à eux redéploient leur arsenal frontalier : sous-traiter le sale boulot faisant partie des habitudes

de l'U.E, les tractations vont bon train avec les pays susceptibles de faire office de « zones tampons » et de bloquer les migrants en amont (l'accord passé avec la Turquie prévoit la création de 6 centres d'enregistrement, ainsi que le renforcement des moyens des garde-côtes locaux) ; le « corridor humanitaire » que les puissants font mine d'avoir ouvert de leur plein gré dans les Balkans pourrait bien se refermer ; Frontex envoie des effectifs aux frontières gréco-macédonienne et gréco-albanaise et depuis début octobre l'opération Sofia (9 navires de guerre plus des avions et des hélicoptères) conduite par l'U.E « contre les passeurs en Méditerranée » a entamé sa phase plus offensive – arraisonnement de canots détectés par satellites et ensuite remorqués vers l'Italie. Le modèle espagnol à Ceuta et Melilla, où nous n'oublions pas que la guardia civil tire déjà à balles réelles, semble avoir de beaux jours devant lui, même s'il ne parvient pas à empêcher tous les passages. Pour l'heure, il semble bien que la dite « crise des réfugiés » – quoi de plus pratique que ce terme pour faire passer l'atroce et structurelle normalité du système pour un simple dysfonctionnement et en plus jouer les humanistes ? – prenne les différents Etats européens quelque peu de court. S'il ne s'agit évidemment pas pour eux d'éradiquer les causes, qu'ils ont eux-mêmes créées, ils doivent au moins en traiter les effets. Le deal posé par les dirigeants est aussi clair qu'abject : l'accueil des « bons réfugiés », des « vraies victimes » se fera en contrepartie de l'« éloignement », c'est-à-dire de l'expulsion forcée et au plus vite des autres, de celles et ceux qui ne peuvent prétendre au droit d'asile ou à qui il sera refusé. Ce droit étant à géométrie variable, les législateurs s'attèlent d'ores et déjà au durcissement de ses conditions, notamment en rallongeant la liste des pays dits « sûrs », où les personnes supposées en être originaires pourront être renvoyées manu militari. Anticipant que le nombre de débouté-e-s s'élèvera à des centaines de milliers, les différents Etats européens et Frontex sont déjà en train d'élaborer des plans d'expulsions conjointes. D'ailleurs, l'U.E menace de révoquer les aides, les accords commerciaux et les visas aux pays qui refusent de récupérer leurs migrants économiques et ne délivrent pas systématiquement les laissez-passer consulaires pour les déporter.

Mais tout d'abord il faut procéder aux énormes opérations de tri permettant de sélectionner rapidement les « éligibles » au fameux statut (en général en provenance de Syrie, d'Erythrée ou d'Irak) et de faire en sorte que les autres n'encombrent pas davantage les administrations.

Cependant, comme les « hotspots » prévus à cet effet directement dans les pays d'arrivée (5 en Italie et 3 Grèce) ne sont par bonheur pas encore prêts, pour l'instant beaucoup des arrivant-e-s, plutôt que de se jeter dans la gueule du loup, préfèrent et peuvent encore disparaître dans la nature et poursuivre leur chemin avant la phase d'enregistrement (comportant l'identification, la prise d'empreintes, le dépôt obligatoire d'une demande d'asile uniquement valable sur place et le transfert direct en centre de rétention en cas de « non éligibilité »).

Une des questions qui se pose à l'Etat français en ce moment est donc de comment « accueillir » – lire : identifier, fichier, trier, parquer – celles et ceux qui parviennent sur son sol malgré le blocus policier en amont, notamment à Vintimille. Le pas suivant consistera à enfermer pour les expulser celles et ceux qui n'obtiendront pas le permis de rester, comme il le fait déjà avec de nombreuses personnes dépourvues du bout de papier requis. Pour ce faire, il faudra rationaliser au maximum les places existantes en centres de rétention, par exemple en équipant ceux-ci « de l'ensemble des outils permettant l'identification du pays d'origine du migrant, notamment débouté de l'asile, afin de simplifier les procédures d'expulsion » – à condition bien-sûr que les détenu-e-s ne se révoltent pas ...

En ces temps de, relative et certainement provisoire, *désorganisation*, contribuer à empêcher le bon déroulement de cette sélection et l'application de ses immenses conséquences apparaît comme un enjeu de taille. Alors que l'Etat joue sur l'état de guerre permanent et en appelle à l'unité nationale pour que la machine à écraser continue à fonctionner normalement, il est en effet crucial de trouver des manières d'enrayer cet engrenage.

Ne visant pas à améliorer le fonctionnement du système, mais à bouleverser de fond en comble l'ordre social existant, il nous semble essentiel d'opposer l'aspiration à la liberté pour toutes et tous aux odieux paramètres fixés par le pouvoir dans sa gestion de « crise des réfugiés ». Il importe pour ce faire d'imaginer des pistes d'intervention permettant de s'opposer directement et concrètement à une guerre menée contre l'ensemble des indésirables et qui lie de manière indissociable les frontières, le contrôle et l'enfermement.

Frontières

Depuis l'arrivée en France des nouvelles vagues de migrant-e-s, l'Etat a donné le ton : les procédures de demandes d'asile – et leur éventuel rejet – doivent être accélérés afin d'en finir au plus vite avec les zones de flou administratif qui permettent à des étranger-e-s venant de divers horizons de rester sur le territoire, qui plus est parfois en se mélangeant. La réduction des délais entre les différentes phases de ces parcours kafkaïens est donc à l'ordre du jour et les fonctionnaires de l'OFPRA (organisme chargé du traitement des dossiers) sont priés de contraindre les arrivant-e-s à passer par leur sas le plus rapidement possible. C'est ainsi qu'on a vu ces bureaucrates particulièrement intrusifs quitter la quiétude de leurs officines et se dépêcher sur les campements de migrants, dossiers en bandoulière, pour procéder au fichage et au premier tri – la suite des opérations s'effectue dans leurs édifices. Les personnels de l'OFII, autre instance en charge de l'« accueil » des demandeurs d'asile qui travaille en étroite collaboration avec le *Département Lutte contre l'immigration irrégulière*, sont quant à eux notamment responsables de la lourde tâche de promouvoir l'incitation au retour auprès de certains candidat-e-s détecté-e-s « non éligibles ».

ainsi que du transfert sur le lieu d'hébergement en cas d'assignation à résidence.

Ces acteurs institutionnels sont efficacement secondés dans leur sale besogne de fichage par les associations en charge des centres d'hébergement d'urgence dans lesquels on entasse momentanément les migrant-e-s, telles qu'Emmaüs, Aurore ou le groupe SOS. D'une part, cet hébergement est strictement conditionné aux démarches administratives à effectuer et d'autre part l'OFPRA comme la Préfecture ont accès aux listes des « hébergé-e-s » avec leur nationalité et leur situation – au moins les voilà localisé-e-s.

L'hébergement des demandeurs d'asile est un véritable business pour les associations et/ou entreprises rétribuées par l'Etat pour en être gestionnaires. Les mieux placées sur ce marché florissant sont l'Adoma (principal opérateur public, de sinistre mémoire pour sa gestion des foyers Sonacotra) et l'Aftam devenue Coallia ; viennent ensuite des associations comme Forum Réfugiés et France Terre d'asile. L'Etat français ayant privilégié depuis des décennies la construction de places en centres de rétention aux CADA (centres pour demandeurs d'asile), il lance en ce moment de nombreux appels d'offre, entre autre pour des CPH (centre d'hébergement provisoires).

Sous couvert humanitaire, la prise en charge des demandeurs d'asile par les institutions signifie en réalité la main-mise de celles-ci sur leurs conditions d'existence : obligation de résider dans des endroits qu'ils n'ont pas choisis, cours d'intégration contre l'allocation d'une somme modique – à quand les « bons d'achat » restrictifs dans des magasins particuliers ? Les conditions carcérales (règlements intérieurs, interdictions de visites, couvre-feux, surveillance par les travailleurs sociaux) qui règnent dans les centres d'hébergement d'urgence habituellement destinés aux SDF ont d'ailleurs déjà eu pour effet que nombre de migrant-e-s se sont battu-e-s contre et/ou sont à la recherche d'autres solutions de logement.

La question des « regroupements sauvages » de migrant-e-s est un enjeu essentiel pour l'Etat dans sa gestion de la population et de l'ordre public. Dans cette logique, l'établissement de points de fixation –y compris dans des campements de fortune– et de possibles lieux d'auto-organisation pouvant échapper au contrôle, et en plus dépasser les divisions en catégories et statuts, est proprement intolérable. A Paris comme à Calais, campements sauvages et squats sont donc expulsés au « coup par coup ». Dans la bonne vieille tradition démocratique, l'intervention policière, directe et particulièrement brutale ou comme menace, est accompagnée par une armada de relais humanitaires supposés donner un visage présentable à la violence institutionnelle et apporter quelque solution à des conditions de survie fort dégradées. Experte en la matière, la Croix Rouge se trouve aux avant-postes des habituels organismes caritatifs. Il n'est sans doute pas inutile non plus de rappeler et de souligner qu'à Paris les décisions à ce propos sont prises conjointement par la Préfecture et la *Mairie* – qui n'hésite pas non plus à envoyer ses auxiliaires à la res-

cousse sur les lieux– et que des employés municipaux de Calais ont participé avec zèle aux destructions systématiques de tentes.

Les « relocalisations » d'êtres humains, comme de marchandises, âprement négociées par les gouvernements et scrupuleusement administrées par les technocrates européens sont appliquées de fait sur le territoire national. Ainsi, les prétendant-e-s au droit d'asile du lycée « évacué » le 23 octobre à Paris se sont vu enjoindre de monter dans des bus dont la destination leur était volontairement cachée, pour atterrir pour certains ... jusqu'en Auvergne. A Calais, depuis le 21 octobre 600 personnes ont été arrêtées et déplacées –d'abord en jet privé puis dans un avion loué à la sécurité civile– pour être enfermées dans différents centres de rétention (entre autre à Marseille, Nîmes, Rouen, Toulouse, Vincennes et le Mesnil-Amelot) et 400 autres ayant accepté de quitter volontairement « la jungle » ont été dispatchées dans 7 régions. La dispersion est une stratégie éprouvée pour éviter ou détruire tous liens possibles d'entraide et de solidarité. L'Etat en appelle aux municipalités –façade humanitaire et compensations financières à la clef– pour le relayer dans ces relocalisations en interne qui prennent évidemment en compte les intérêts économiques des « bassins d'emploi ». Quoi de plus normal dans un monde qui repose aussi sur l'exploitation et sur la mobilité selon les lois du marché ?

Le contrôle des migrant-e-s, de leur installation et de leurs déplacements à l'intérieur du territoire, en l'occurrence français, vient rappeler à quel point les frontières ne se limitent pas aux postes de douane. A la militarisation des frontières extérieures de l'Europe par Frontex, à la sécurisation des frontières intra-européennes, s'ajoute la dissémination des frontières sur l'ensemble de l'espace par le biais du contrôle permanent. Une multitude de mécanismes et de dispositifs pernicieux sont destinés à étendre et garantir celui-ci, sans pour autant empiéter sur la fluidité de la circulation des marchandises et du bétail humain, facteur essentiel de l'économie capitaliste. La lutte contre la machine à expulser mettait déjà l'accent il y a quelques années sur différents points contribuant quotidiennement et très concrètement aux arrestations d'illégaux par le contrôle des papiers, comme les banques, Pôle Emploi ou la SNCF par exemple.

Contrôle du territoire et des populations

Ces derniers temps en France, l'exaltation de la lutte contre le terrorisme, la lutte contre l'immigration irrégulière, la lutte contre la délinquance et contre la fraude mettent en évidence que guerre extérieure et guerre intérieure ne font qu'une et que les dispositifs de contrôle mis en place ou perfectionnés sous différents prétextes se rétro-alimentent et visent l'ensemble des indésirables.

Le maître-mot est la sécurité, paradoxalement érigée en condition première et garante de la liberté. Les boîtes spécialisées dans la formation, le recrutement et le

matériel de vigiles connaissent d'ailleurs un véritable boom. Surtout, le pouvoir a su tirer parti des attaques de janvier pour créer un large consensus autour de mesures de contrôle qu'il prend à un rythme accéléré. Outre la présence des militaires au quotidien, patrouilles et contrôles policiers se multiplient dans les rues et les transports et différents corps répressifs accomplissent ensemble ce travail de routine. Pour mieux faire la loi, ils disposent d'attributions et de moyens renforcés - armement des polices municipales, entraînements des agents de sécurité des compagnies de transport public par les militaires, utilisation des drones dans la surveillance des foules (notamment lors d'assauts collectifs pour passer la frontière à Calais), mais aussi des infrastructures jugées sensibles (la SNCF les utilise par exemple contre les dégradations et sabotages de voies).

Les transports sont logiquement des endroits où les frontières invisibles se matérialisent.

La « sécurisation » du tunnel entre la France et l'Angleterre (sécurisation décidément meurtrière puisqu'au moins 17 migrant-e-s y ont trouvé la mort en tentant le passage) par la société en partenariat public/privé *Eurotunnel* et sa succursale de fret *Europorte* en est un exemple particulièrement frappant, mais il faut aussi signaler que *SNCF Réseau ferré* assure pour sa part l'installation de clôtures pour sécuriser les voies en amont du port de Calais. Les frontières intérieures ne se limitent en effet pas à quelques points précis. En plus de la participation active et quotidienne de personnels de bord SNCF dans le signalement et l'arrestation de sans-papiers potentiels –notamment sur les trajets Italie/France– ou plus largement de tout-e suspect-e, les gares et stations constituent autant de check-points qui jalonnent le territoire. Les rafles de sans-papiers lors de barrages conjoints contrôleurs des compagnies de transports en commun/flics sont monnaie courante depuis longtemps et se déroulent en général à des horaires et des emplacements jugés stratégiques selon leur cartographie des déplacements. Les dernières mesures en date, prenant prétexte de la tentative d'attentat dans un Thalys, donnent en outre officiellement aux milices des transports (SUGE, GPSR à Paris) des pouvoirs renforcés pour contrôler et fouiller personnes et bagages dans les trains, bus, métros. Ce pas supplémentaire des sociétés de transport en commun dans la collaboration avec la police démontre, s'il en était encore besoin, à quel point, entre autre fonctions, elles font partie intégrante des dispositifs répressifs à large échelle. Elles reçoivent d'ailleurs en partie le traitement qu'elles méritent par de fréquentes attaques contre leurs personnels, véhicules, boutiques et installations.

Si les contrôles d'identité se multiplient, effectués par des uniformes en tout genre dont le nombre a considérablement augmenté, la surveillance s'opère aussi grâce à des moyens technologiques toujours plus nombreux et perfectionnés. Cet arsenal destiné à détecter et à tracer individus et comportements suspects pour quelque raison que ce soit comprend évidemment les

caméras. Réseaux de transports inclus, l'Etat les implante progressivement sur l'ensemble du territoire, y compris dans des petites villes et toujours par le biais des municipalités, à des points considérés comme stratégiques. Dans les métropoles, le quadrillage par l'interconnexion des différentes caméras privées et publiques toujours plus « intelligentes » a pour but de réduire au maximum les zones d'ombre et de couvrir l'ensemble des points de passage pour tenter d'identifier, y compris a posteriori, ce qui perturbe l'ordre et la normalité. A ce titre, les caméras sont régulièrement mises à mal un peu partout et des manières les plus variées. L'une d'entre elles consiste tout simplement à en brûler les transformateurs électriques ou à saboter le réseau de fibre optique qui les alimente.

On ne soulignera jamais assez, à quel point les moyens de communication modernes, électroniques et informatiques, sont fonctionnels à la collecte d'informations indispensable au contrôle du pouvoir. Ils peuvent en effet fournir de précieuses indications non seulement sur l'identité d'une personne, mais aussi sur son profil, ses contacts, ses activités, ses projets. Ce n'est manifestement pas pour rien que Kadhafi et El Assad ont acheté des programmes d'espionnage sur internet aux entreprises françaises Amesys et Qosmos. Difficile en utilisant des mouchards comme les portables ou les ordinateurs de « passer sous les radars » comme ils disent. Mieux vaut sans doute les neutraliser ...

Il serait trop long et fastidieux de dresser ici une liste exhaustive des prothèses électroniques toujours plus requises dans les actes de la vie quotidienne ; sans aller jusqu'aux projets de villes interconnectées (type Smart-city), citons néanmoins toutes les cartes à puce avec lesquelles nous alimentons notre propre fichage, des administrations aux transports en passant par les cartes bancaires (la limitation toujours plus drastique des possibilités de paiements en liquide relevant autant de la lutte antiterroriste que de la traque des illégalismes). L'essentiel consiste sans doute à rechercher comment mettre des bâtons dans les roues de cette exigence de transparence, sachant que de nombreux acteurs interviennent dans la conception, la fabrication, la vente, l'installation de ces instruments du pouvoir et en sont donc directement responsables.

Toujours sous prétexte d'une prétendue « amélioration de la qualité de la vie », l'implantation des technologies de contrôle, de même que l'établissement de check-points, a partie liée avec le développement d'un urbanisme de plus en plus concentrationnaire auquel participent les réalisations des habituels bétonneurs et constructeurs de taules en tout genre.

En se penchant sur le développement de communautés urbaines telles que l'actuel projet de Grand Paris par exemple, on constate qu'il répond à des intérêts économiques et politiques de taille, mais qu'il prend aussi en compte les nécessités de gestion et de contrôle des populations. Ce n'est sûrement pas un hasard si les restructurations urbaines en cours impliquent par exemple l'implantation de structures répressives d'envergure

dans Paris même (le nouveau Pentagone vient d'être inauguré à Balard, la nouvelle cité judiciaire est située à Clichy-Batignolles) ou dans les villes avoisinantes destinées à être intégrées dans la nouvelle agglomération (comme Issy-les-Moulineaux pour le nouveau siège national de la gendarmerie). Ces relocalisations correspondent à la centralisation de certains services répressifs à des fins d'optimisation de leurs activités (en langage clair pour qu'ils effectuent leur sale boulot d'abattage mieux, plus vite et dans des conditions plus sûres). En même temps, elles contribuent à en finir avec les derniers restes de quartiers populaires intra-muros (les services centraux du Ministère de l'Intérieur vont s'implanter dans le bâtiment Garance du XXe arrondissement, tandis que ceux du Ministère de la Justice seront centralisés dans le XIXème) et à parachever la conquête de zones considérées comme conflictuelles (comme avec l'antenne francilienne de l'Institut national de la police scientifique à Saint-Denis).

En effet, si la pacification sociale se gagne par la participation citoyenne, l'octroi de quelques miettes et la démocratie marchande comme seul horizon possible, elle s'impose aussi par l'enfermement des indésirables, y compris dans des espaces en apparence ouverts, mais gérés selon les nécessités de l'économie et du contrôle et qui ne communiquent qu'au travers de sas.

A l'incarcération de masse dans des structures toujours plus nombreuses et aux délimitations toujours plus floues (les passages se multiplient entre prisons pour mineur-e-s, pour adultes, pour étranger-e-es, pour fous ...), à l'extension de la prison à domicile par le biais des peines « alternatives », notamment le bracelet électronique, s'ajoute la transformation de l'espace en immense prison à ciel ouvert. Les réalisations, les responsables et les collaborateurs de ces restructurations –réseaux de transport inclus– connaissent d'ailleurs quelques déboires. Les incendies de centres commerciaux et de bâtiments publics (commissariats et tribunaux inclus) lors des révoltes de 2005 –et par seulement– indiquent à quel point ils sont ressentis comme faisant partie de l'oppression quotidienne. Sans entrer dans le détail, il est aussi bon de rappeler que c'est sans doute à raison que des officines d'architectes sont attaquées et que des entreprises telles qu'Eiffage, Bouygues, Vinci, Spie-Batignolles par exemple se voient régulièrement amputées de bureaux de vente, de véhicules, d'engins de chantiers ...

Rompre les rangs

Si l'Etat s'évertue à recréer sans cesse du consensus sur et par la guerre permanente contre un ennemi intérieur protéiforme, la cohésion citoyenne semble de son côté connaître quelques brèches. Dans de nombreux endroits, les forces de l'ordre sont repoussées ou attaquées et l'hostilité contre les militaires se manifeste aussi de nombreuses manières, avec des insultes et des

pierres par exemple. Les opérations de propagande et de recrutement ne faisant pas que des adeptes, à Besançon une grosse exhibition de l'Armée a été perturbée pendant des jours et depuis des mois plusieurs centres de recrutement ont été attaqués dans différentes villes. Par ailleurs, l'Etat se heurte à la double contrainte d'imposer au maximum le contrôle sans pour autant trop ralentir le fonctionnement de la machine à produire et consommer. Cela se pose évidemment dans les transports : le nombre de colis « suspects » signalés dans les métros parisiens passant d'une moyenne de 2-3 à 70 par jour, tout au long du mois de janvier une dizaine d'arrêts du trafic RATP ont été provoqués quotidiennement avec des interruptions de près de 45mn par alerte. Ces retards répétés portant atteinte aux flux tendus, les normes de sécurité ont été (provisoirement) revues à la baisse. De même, la fouille des sacs par les vigiles à l'entrée des centres commerciaux, portant sans doute atteinte à la circulation des marchandises, s'est quelque peu relâchée.

Dans une perspective qui, loin de vouloir réformer tel ou tel aspect du système, aspire à le détruire dans son ensemble par un soulèvement généralisé, les fragilités de celui-ci et les hostilités qui existent déjà contre lui sont évidemment une invitation à prendre des initiatives pour attaquer et détruire les dispositifs qui, structurellement, lui permettent de contrôler, de déporter, d'enfermer.

A l'heure où la domination démocratique se montre toujours plus sous son vrai jour : une guerre permanente des puissants contre les dépossédés, à l'heure où les réactionnaires patriotards, nationalistes et religieux manifestent ouvertement leurs velléités d'imposer leur ordre, une des questions est de comment porter des propositions de luttes ayant clairement une portée émancipatrice. La réponse ne peut être univoque mais doit néanmoins être claire sur ses objectifs et ses méthodes. Pour poser un réel problème aux visées d'écrasement des individus et de la liberté, ces propositions ne peuvent que s'adresser à toutes celles et ceux qui, connu-e-s ou inconnu-e-s, sont disposé-e-s à se battre de manière auto-organisée, hors (et contre) toute médiation institutionnelle et par l'action directe offensive. Pour rompre à la fois avec l'atomisation et avec la normalité de la domination, il importe donc de trouver des manières de porter ces initiatives et ces luttes avec une certaine continuité, à la recherche de potentiels échos et complicités. Cela passe selon nous par la diffusion d'analyses, d'informations précises, mais aussi d'actes résolument antagoniques au sein de la conflictualité sociale.

Les pistes de réflexion et d'intervention esquissées dans ce texte ne se veulent pas exhaustives, mais souhaitent contribuer à alimenter un espace informel d'échanges et de possibles articulations entre des initiatives qui iraient dans ce sens. En espérant que cette contribution rencontre, prolonge et reçoive des échos et des approfondissements dans différents contextes ...



CONTRE CE MONDE MILITARISÉ, SORTONS DU TROUPEAU !

Séditions - Novembre 2015 - France

Les 7 et 8 octobre derniers, la mairie [de Besançon] avait prévu de laisser place à l'armée afin qu'elle puisse exhiber sa puissance et draguer le public. L'armée, cette école de la soumission, de l'autorité et du crime, s'incruste dans chaque aspect de notre vie quotidienne: spots de pub télévisés et radiophoniques, campagnes d'affichage publicitaire omniprésentes dans l'espace urbain, banderoles de recrutement sur ses nombreux bâtiments, articles de propagande dans la presse, régionale comme nationale, jusqu'à être présente sur les sachets en papier des baguettes de pain.

Afin d'en assurer la promotion, le journal de la mairie (le 'Besançon Votre Ville' d'octobre 2015) a consacré un dossier spécial, dans lequel est évoquée l'implantation historique de l'armée à Besançon (des bâtiments dans les quatre coins de la ville, des milliers de foyers et de salariés, etc...), tout en détaillant son budget colossal, ses effectifs supplémentaires à venir, ses moyens matériels et humains pour terroriser, opprimer et massacrer les populations. Cela suffisait pour s'opposer directement à toute cette merde qui prenait place devant la mairie.

Dans la semaine du 3 au 9 octobre, il y a eu de l'agitation contre l'armée et tout ce qu'elle maintient. Des affiches

ont été collées, des tracts ont été distribués. La veille de leur grande fête, des tags ont été inscrits dans le quartier 'Battant' et à plusieurs endroits de la ville : « l'armée, ça pue, ça pollue et ça rend con », « à bas l'armée », « Ni nations ni frontières – A bas l'Etat et ses uniformes », « L'armée vous aime à mort », « plutôt vandale que caporal », « plutôt fainéant que sergent », « nique les chefs », « Soyons sauvages, pas vigiles »... La caserne 'Ruty' située rue Bersot a également été souillée de peinture rouge, tout comme le panneau à l'entrée du centre de recrutement (CIRFA) situé juste à côté. Les autorités n'ont bien sûr pas tardé à tout effacer et à tout enlever. Le jeudi 8 octobre, plusieurs irruptions – d'étudiants pour la plupart – ont perturbé le bon déroulement de cet événement militariste : par des slogans contre l'armée ; par des prises de parole au mégaphone en mémoire de Rémi Fraisse (opposant au barrage du Testet, tué il y a presque un an dans le Tarn lors d'affrontements avec les gendarmes) ; ou encore par la suspension de deux banderoles (« Vivez l'horreur, engagez-vous » & « A bas l'armée ») aux grilles du bâtiment 'Arsenal' de la fac de lettres, situé à deux pas de leur événement. A la fin de la manif organisée contre le serrage de ceinture général imposé par l'Etat et les patrons (tandis qu'il existe des secteurs pour lesquels l'Etat saigne drastiquement les budgets, les forces de l'ordre bénéficient au contraire

de moyens faramineux, la police et l'armée en tête), un petit groupe a de nouveau tenté de le perturber, mais il est tombé sur plusieurs rangées de flics qui protégeaient les militaires aux deux extrémités du parvis de la mairie. Les personnes qui passaient par là ont bien vu que ce qui devait être une grande fête des armées a nécessité une protection rapprochée pour qu'elle puisse se dérouler sans trop d'encombres...

Par ailleurs, un tractage à l'endroit où se tenait cette opération de com' de l'armée a eu lieu dans l'après-midi du mercredi 7 octobre 2015. Les anti-militaristes qui diffusaient des tracts ont aussi subi un petit coup de pression de la part des flics, qui les ont retenus un petit quart d'heure, le temps d'un contrôle d'identité. Sur ordre de la hiérarchie policière, les tracts leur ont été confisqués.

Chaque année, les Etats organisent parades et cérémonies militaires pour commémorer leurs guerres sanguinaires passées tout en cautionnant celles en cours et en préparant le terrain pour celles à venir. Ces cérémonies fréquentes, qui servent à l'Etat à réaffirmer sa force et le poison de l'unité nationale, sont autant d'occasions qui s'offrent à nous pour manifester notre refus de leurs guerres, qu'elles soient menées à l'extérieur pour les intérêts économiques des Etats, contre l'immigration ou pour maintenir la paix sociale à l'intérieur des frontières...

Du côté de la Suisse, il y a eu récemment quelques coups portés aux infrastructures militaires. Plusieurs véhicules de patrouille aux frontières ont été attaqués lors d'une manifestation contre l'armée le 18 septembre 2015 à Bâle. Celle-ci a été organisée contre un exercice militaire qui se tenait dans la ville pendant plusieurs jours, visant à entraîner les forces militaires, à améliorer le contrôle et la surveillance des frontières, mais

également à parer à toute tentative de révolte et de soulèvement contre l'Etat et le capital. Quelques jours plus tard dans les environs de Zürich, ce sont 9 véhicules de l'armée qui ont été incendiés sur la base logistique militaire d'Hinwil. Les pompiers ont malheureusement réussi à extraire des flammes 14 véhicules de ce magnifique sabotage. Autre exemple, en Belgique cette fois-ci : un véhicule garé à l'intérieur du camp militaire d'Amay a été incendié. Le véhicule, qui appartenait à un militaire, a été entièrement détruit. Etant donné qu'il était garé près des édifices, le feu a occasionné quelques dégâts aux châssis d'un bâtiment. En France aussi, plusieurs actions directes montrent que l'armée n'est pas intouchable : à Valence (Drôme) le 8 juillet 2015, des militaires en patrouille 'Vigipirate' dans le quartier de « Fontbarlettes » sont attaqués à coups de pierres. Leur véhicule perd une vitre et dans la foulée le commissariat de police est la cible d'une tentative d'incendie; entre le 20 et 21 juin 2015 à Toulouse, le centre de recrutement de l'armée (CIRFA), situé en plein centre-ville rue d'Aubuisson, s'est fait défoncer toutes ses vitres ; dans la nuit du 26 au 27 octobre 2014 à Saint-Denis (93), même sort pour celui de la rue Gabriel Péri, le plus important d'Ile-de-France en terme de recrues. Le communiqué revendiquant l'action dit : « Tous les pouvoirs sont assassins. Nous ne ferons pas leurs guerres, nous ne les laisserons pas en paix. Guerre sociale pour la liberté (signé : des déserteurs belliqueux). » Dans la nuit du 19 octobre à Munich (Allemagne), un véhicule civil de la Bundeswehr est incendié, causant 30.000 euros de dégâts. Fin octobre à Rennes, le centre de recrutement de l'armée, situé au 2 rue de la mabilais, est attaqué en réponse à l'assassinat par les gendarmes de l'opposant au barrage du Testet, Rémi Fraisse, il y a tout juste un an : les véhicules garés sur le parking se font crever les pneus et leurs serrures engluer. En guise de conclusion : si « l'armée te tend la main », elle reste pourtant à portée de main de chacun !



NI DE LEUR GUERRE, NI DE LEUR PAIX !

Novembre 2015 - France

« *Nous devons anéantir les ennemis de la République... et déchoir de la nationalité ceux qui bafouent ce qu'est l'âme française* »

Manuels Valls, Premier ministre,
14 novembre 2015

S'il faut reconnaître une certaine continuité à la *République française*, c'est bien celle des assassinats de masse. De la Terreur d'Etat de 1793-94 qui a justement donné naissance au mot *terrorisme* jusqu'à l'écrasement des insurgés de 1848 et de ceux de la Commune de 1871 ; de la colonisation ou la déportation des Juifs permise par des fichiers antérieurs jusqu'aux massacres de manifestants algériens en 1961 en plein coeur de Paris, *toutes les Républiques françaises ont massacré sans compter pour que des puissants continuent de dominer et d'exploiter tout le monde*. La République française est une montagne de cadavres dont l'ordure qui en constitue le sommet n'a pu se maintenir en place qu'en écrasant ses véritables ennemis, les révoltés et les révolutionnaires qui se sont battus pour un monde de justice et de liberté. L'« *âme française* », si cette connerie sans nom pouvait jamais exister, serait un placard bourré à craquer de voix criant vengeance contre les bourgeois, les politiciens, les flics, les militaires et les curés qui les ont piétinées pour asseoir leur pouvoir.

Ah, mais tout ça c'est du passé. Non ? Des décennies de participation citoyenne, d'intégration marchande et de dépossession généralisée ont-elles vraiment fait oublier à ceux qui gardent encore un brin de sensibilité, que tirer dans le tas n'est pas l'exclusivité de lointains terroristes ? Que depuis quelques années l'Etat français a fait son grand retour sur la scène internationale du terrorisme étatique, en multipliant ses attaques militaires aux quatre coins de la planète (Libye, Mali, Afghanistan, Côte d'Ivoire, Somalie, Centrafrique, Irak, Syrie) ? Le prétexte change à chaque fois, mais les raisons restent les mêmes : garder le contrôle de ressources stratégiques, gagner de nouveaux marchés et zones d'influence, préserver ses intérêts face à ses concurrents, éviter que des insurrections ne se transforment en expérimentations de liberté. Et s'il en était encore besoin, des avertissements sont même lancés pour prévenir les indolents que cette logique de guerre ne connaîtra pas de limites territoriales : la mort d'un manifestant l'an dernier à Sivens ou les corps criblés d'éclats de ceux de Notre-Dame-des-Landes et de Montabot rappellent que les grenades offensives en kaki n'hésitent pas, *ici non plus*, à être lancées contre des foules pour semer la terreur.

Car qu'est-ce que le terrorisme, sinon frapper dans le tas de manière indiscriminée pour tenter de préserver ou conquérir le pouvoir ? Un peu comme le font les

riches en tuant et mutilant quotidiennement des millions d'êtres humains au travail au nom du fric qu'ils tirent de leur exploitation. Un peu comme le font les industriels et leurs laquais en blouses blanches en empoisonnant durablement toute vie sur terre. Un peu comme tous les Etats qui enferment et torturent à petit feu les exclus de leurs paradis marchands et les rebelles à leurs lois en les enfermant entre quatre murs pendant des années. Un peu comme ces grrrandes démocraties qui ont fait de la Méditerranée un cimetière peuplé de milliers d'indésirables ayant eu le tort de ne pas disposer du petit bout de papier adéquat. Mais la paix de l'Etat et du capitalisme est à ce prix. La paix des puissants, c'est la guerre contre les dominés, à l'intérieur comme à l'extérieur de ses frontières.

Le 13 novembre à Paris, la règle du jeu a été respectée. Qu'il se baptise islamique ou république, califat ou démocratie, l'Etat reste l'Etat, c'est-à-dire une puissance autoritaire dont la violence de masse s'applique contre tous ceux qui ne se soumettent pas à son ordre souverain. L'un des principes de tout Etat est de ne reconnaître que des sujets. Des sujets qui doivent obéir à des lois dictées d'en haut, c'est-à-dire tout le contraire d'individus libres qui peuvent s'auto-organiser sans dirigés ni dirigeants. Des bombardements de Dresde et Hiroshima jusqu'aux villages du Vietnam passés au napalm ou ceux de Syrie sous des barils de TNT, les Etats n'ont jamais hésité dans leurs sales guerres à sacrifier une partie de leur propre population, ou celles de leurs concurrents. En frappant des passants parisiens au hasard pour punir leur Etat, les petits soldats de Daech n'ont fait que re-

produire l'implacable logique de leurs adversaires. Une logique terrible, aussi terrible que peut l'être tout pouvoir étatique.

L'état d'urgence décrété en France depuis hier, mesure de guerre intérieure d'un gouvernement qui place le pays en adéquation avec sa politique de terrorisme international, n'est qu'un pas de plus dans la praxis de base de n'importe quel gouvernement, visant à la normalisation forcée de la vie, à sa codification institutionnelle, à sa standardisation technologique. Parce que si l'Etat regarde le futur, que voit-il ? Des cracks économiques, un chômage de masse, un épuisement des ressources, des conflits militaires internationaux, des guerres civiles, des catastrophes écologiques, des exodes de population... Il voit en somme un monde toujours plus instable, où les pauvres sont toujours plus nombreux et concentrés, un monde suintant de désespoir, qui se transforme en énorme poudrière, en proie à des tensions en tous genres (sociales, identitaires, religieuses). Un monde où l'allumage de la moindre étincelle, quelle qu'elle soit, ne doit pas être tolérée par une démocratie toujours plus totalitaire. Alors, tout comme « citoyen » est l'autre mot pour « flic », la « guerre au terrorisme » signifie avant tout la guerre contre tous ceux qui rompent les rangs du pouvoir. A tous les insoumis de la pacification sociale, à tous les déserteurs des guerres entre puissants et autoritaires, sabotons l'Union nationale...

***Un mauvais sujet,
ennemi de la République et de tous les Etats***



ANALYSE D'UNE GRÈVE DE LA FAIM

Septembre 2015 - Grèce

[Extraits de "Analysis of a hunger strike" édité par Act for freedom now!]

La grève de la faim qui vient de se conclure nous amène à commencer son évaluation. On est de l'avis que une telle tentative d'évaluation en ce moment précis allait avoir des manques. Une évaluation plus complète et plus calme prendra des années, vu que les « séquelles » de la grève et les questions qu'elle a amené nous harcèleront pendant des années, individuellement et collectivement.

Cependant, l'analyse de l'expérience en dehors de notre cadre de pensée, la formulation conjointe avec d'autres prisonniers politiques (dans le degré minimal qu'elle a existé) et surtout le fait de prendre du recul de notre propre participation à la grève, est un pas qu'il faut faire pour arriver à des conclusions plus complètes dans l'avenir.

Ce qui rend cette lutte spécifique spéciale – à part les caractéristiques particulières pendant qu'elle été menée – est la grande richesse de conclusions qu'on en tire, et cela à pleins de niveaux.

Nous avons beaucoup appris concernant le sujet fantaisiste de « prisonniers politiques » – y compris nous-mêmes –, la construction de notre espace lors d'une

expérience spécifique, la nouvelle façade de la gestion étatique-capitaliste à laquelle on s'est affronté, les limites et les contradictions de tous les impliqués.

Le fait que les conclusions que nous en avons tirées soient si multi-facettes, est due à la nature même de cette grève de la faim spécifique. Elle était la première grève de la faim depuis la Junte qui a placé l'affrontement avec le cœur de la répression, comprimé dans le régime de détention spéciale, comme un concept qui concerne chaque sujet individuel ou collectif qui perturbe l'équilibre du système.

Nous nous sommes battus contre une manifestation du régime d'exclusion et notre lutte a provoqué quelques fissures. C'est ça qu'a rendu cette grève tellement redoutable pour le pouvoir, c'est ça qui a amené le pouvoir à essayer de la dissimuler et de la déformer de toute manière possible.

Le fait que les revendications ne peuvent pas être individualisées (à part la revendication de la libération de Savvas Xiros qu'on analysera plus loin) et que cela a « justifié » les agréments bourgeois-démocratiques, ont rendu la grève non-gérable au niveau politique, communicationnel et même éthique. Exactement parce qu'elle n'était pas assimilée, notre lutte a été privée d'une forte

dégré d'acceptation sociale. De l'autre côté par contre, cela a permis d'en tirer des conclusions claires.

C'était le premier – et le seul jusqu'à maintenant – affrontement aigu du mouvement anarchiste/anti-autoritaire depuis l'avènement au pouvoir de la nouvelle coalition SYRIZA-ANEL.

La conception de notre cadre de pensée comme il a été développé et au final communiqué aux prisonniers politiques des prisons type C, partait du présupposé que la victoire électorale de SYRIZA la remplirait de confiance en soi. Le développement et les gains finaux de la grève ont démontré que notre cadre de pensée était correct à la base, mais que quelques omissions ont joué leur rôle :

- La sous-estimation des réactions concernant la revendication de libération de Savvas Xiros éveillées par le camp conservateur était un paramètre qu'on aura dû prévoir et analyser davantage. C'était cette revendication qui a rassemblé le camp conservateur et la bagarre autour de celle-ci a éclipsé le reste de nos revendications. En auto-critique, on doit dire que nous avons accepté cette revendication quand elle a été proposée parce qu'on la considérait éthiquement et politiquement correcte. Après coup, on aura dû prévoir la centralité qu'elle allait prendre. L'implication personnelle des quelques grands salauds, soit évidents (Bakogiannis, Momferatos etc.) ou moins évidents (Vardinogiannis etc.) et la pression des Etats-Unis étaient des facteurs que nous n'avons pas pris en compte comme il fallait. A cause de la centralité que cette revendication a pris dans le débat publique, nous avons perdu l'occasion de focaliser sur d'autres revendications, comme celles concernant la « loi sur les cagoules », la loi sur l'ADN ou même la loi 187A (organisation terroriste), et de mettre le poids là-dessus.

Après le refus de Xiros d'accepter le « bracelet électronique » pour des raisons religieuses, l'importance positive de cette conquête est de l'ordre humanitaire, et elle pourrait servir à tout le monde qui pourrait avoir la malchance de se retrouver dans une position similaire de Xiros.

On doit souligner ici que la répression relie le fil entre les moments de la guerre social. Le « bracelet » est venu comme solution pour la question de Xiros aussi parce que cela avait déjà été proposé pour résoudre la grève de la faim de Nikos Romanos. Il est important de se rendre compte que chaque bataille que nous livrons, nous laisse avec des conséquences positives ou négatives dans le temps.

- Nous avons aussi sous-estimé l'inexpérience de SYRIZA concernant la gestion de telles situations depuis la position de gouvernement.

Les couronnes de l'opposition sont différentes de la responsabilité gouvernementale qui doit donner des solutions, surtout quand d'un côté, une grève de la faim fait de la pression avec tout ce que cela implique, et de l'autre, la lobby libéral/extrême-droite demande

à voir du sang dans l'arène. L'inexpérience et la timidité peuvent devenir meurtrières sous des conditions de pression, et 48 jours de grève de faim en témoignent.

[...]

Nos objectifs stratégiques concernaient la mise en lien des prisonniers politiques, mais aussi des forces plus amples du mouvement afin qu'une base pour une connexion plus efficace entre « l'intérieur » et « l'extérieur » pourrait être construite. La grève serait alors le moyen pour connecter des gens et des perceptions pour élever le mouvement au niveau d'un mouvement résiduelle qui serait alors capable, ensemble avec ses otages, d'analyser les conjonctures et d'accélérer vers certains objectifs – sur la courte durée en tout cas.

Si les objectifs politiques [les revendications] ont été partiellement atteints, au niveau stratégique cela a été un échec total. La connexion dont on parlait semble une blague à la fin de cette grève.

Afin d'analyser les raisons de notre non-jonction en tant que mouvement afin de mener cette bataille dans des conditions favorables, il faut évaluer la situation sociale générale.

L'attente de « l'espoir » n'est pas encore fini, la logique de délégation domine socialement et cela est un défaut important qui se trouve entre l'espace anarchiste/anti-autoritaire et des institutions alternatives autogérées.

Si on considère que la victoire électorale de SYRIZA a été la défaite des mouvements de désobéissance et de refus, il est facile de comprendre qu'une grande question qu'il faudrait affronter dans les temps à venir : le lancement de propositions viables qui dépassent cette logique de délégation.

Dans le contexte de la grève de la faim, on s'est rendu compte qu'à part d'une minorité de cette « espace », le reste des réalités sociales « progressistes » ont perçu la grève comme une attaque à la fiabilité du gouvernement. La logique du « si SYRIZA est une chose positive, pourquoi alors ils font la grève ? » n'a évidemment pas réussi à dépasser la valeur clé du mouvement (peu importe si elle est prise vraiment au sérieux) de ne pas faire confiance aux institutions.

La dissimulation de la grève au niveau de la communication a renforcé cette situation.

Quand la société du spectacle définit les événements selon son image spectaculaire, tout ce qui n'est pas rendu image n'existe tout simplement pas.

Cela a sapé la pénétration sociale de la bataille, empêchant l'engagement de plus de personnes.

Ces deux questions ont (aussi) à voir avec le début maladroit de la grève de la faim, sans qu'il y a eu des informations précises qui ont été fournies aux compagnons à l'extérieur des murs.

Une meilleure communication avec les compagnons qui ressentent le climat social aurait aussi pu nous aider à mieux comprendre la réalité, dont on ne peut pas percevoir l'ensemble vu qu'on se trouve en prison.

On aurait donc dû mieux comprendre à l'avance les limites de notre approche, mieux peser les choses.

Le début précipité de la grève n'excuse qu'en partie la non-jonction du mouvement. Après la deuxième semaine de la grève, on pouvait croire qu'il n'y avait plus un seul anarchiste qui ne savait rien de la grève et qui n'avait pas élaboré au moins un plan sur la courte durée.

D'ailleurs, l'annonce d'une grève de la faim par un compagnon est malheureusement en général fait par surprise. Malgré tout cela, nous pensons que la façon dont commence un projet définit à un vaste degré son développement.

C'est pour cela qu'en tant que DAK, nous avons tellement insisté sur les informations internes, c'est pour cela qu'on a envoyé un texte interne aux collectives avec la demande de le faire passer et de partager le cadre de pensée de la grève avec des compagnons en solidarité, même rétrospectivement. Cependant, des bonnes intentions ne suffisent pas, l'attitude de chantage de la part des prisonniers politiques dans les prisons type C exigeant un début immédiat de la grève a privé notre lutte d'un saut qualitatif.

Le chantage à propos du début de la grève à cause de myopie politique et de précipitation, nous a fait comprendre que la nature chaotique de « l'effet papillon » ne s'applique pas seulement à la physique, mais aussi au social engineering.

Une grève de la faim commencée par un prisonnier non-anarchiste a menée vers la plus grande grève de la faim post-dictature. Même si l'abolition des prisons type C aurait été obtenue avec la grève de la faim de G. Sofianidis, elle nous aurait donnée un meilleur point de départ pour lutter pour le reste des revendications quelques semaines plus tard et dans des meilleures conditions : il n'y avait vraiment aucune raison pour un départ précipité. Cependant, on a identifié deux défauts principales qui concernent des différences de perception, dévoilant une immaturité politique.

La perception d'une partie du mouvement qu'il n'est pas nécessaire d'adresser des questions qui ne sont pas liées avec l'intérêt social général, nous définit aussi et limite notre champ d'action.

Notre position d'anarchistes nous place au premier rang du combat et il y a certainement des questions qui ont un poids spécial pour nous, comme par exemple la répression. Comme nous défendons l'affrontement avec l'autorité, il faut aussi défendre ceux qui sont tombés dans cette lutte. La lutte armée fait partie de notre combat et le sous-entendu (voir l'appréciation claire et nette) que vu que la grève de la faim est menée par des membres d'organisations armées ou de compagnons accusés d'y participer, elle ne peut pas se diffuser socialement, tout simplement nous abat.

C'est une question qui requière une analyse approfondie qu'on ne fera pas ici.

L'idéologisation d'exprimer sa solidarité sur base de rapports personnels, de préférences ou de dégoûts est une autre question. Malgré le fait que nous avons repris comme revendications quelques « chevaux de bataille » du mouvement depuis des années, revendications qui relient les anarchistes contre la répression,

insérer ou retirer des compagnons dans la solidarité en fonction des préférences personnelles nous laisse avec un goût amer.

On ne peut que caractériser l'attitude des gens qui perçoivent la grève de la faim comme un simple conflit entre certains prisonniers politiques et l'État comme politiquement immature.

Toute grève, et celle-ci encore beaucoup plus, dépasse les grévistes, leurs revendications et même le mouvement de solidarité, mettant sur la table les questions plus générales de la bataille, appelant à ceux qui sont actifs socialement de prendre position. Et l'inactivité en fonction de préférences est aussi une position.

Ici cela vaut la peine de mentionner la spécificité de la participation conjoncturelle de la Conspiration des Cellules de Feu à la grève de la faim dans leur propre contexte. Pendant l'organisation de la grève, en tant que DAK, on avait choisi de ne pas s'adresser à eux à cause de leur comportement problématique, autant envers nous-mêmes qu'envers le mouvement, un comportement ayant atteint l'hostilité les a placé automatiquement en dehors de notre cadre de valeurs. Cependant, vu qu'ils ont annoncé le début de leur grève de la faim, notre soutien a été un aller simple.

Nous avons la maturité de se rendre compte que l'incarcération de proches dépasse nos rapports personnels et concerne tout individu en lutte. On pourrait faire des critiques partielles concernant le moment de départ (quand une autre grève était déjà en cours et qu'un cadre séparé mais connecté avait été mis en avant) ou la personnalisation de leurs revendications tandis qu'il y avait une lutte plus générale en cours contre la loi 187 qui criminalise les rapports, mais ce ne sont pas des critiques essentielles. On pense qu'abandonner à la répression n'importe qui que le régime considère comme un ennemi est un erreur crucial d'analyse, tout simplement parce que l'État gagne le terrain qu'on perd.

Un dernier facteur qu'on voudrait adresser concernant la mise en lien inadéquate (et les revendications d'une telle lutte) d'un mouvement de solidarité plus vaste, est la non-connexion de prisonniers politiques.

L'image de mauvaise communication, si pas dissolution, dérivant de trois grèves de la faim différentes en cours avec trois contextes politiques et des moments de départ différents, ne peut certainement pas rassembler les compagnons, car cela crée des conditions d'abattement et de déception.

Et bien sûr la conséquence principale de cela est la concession de « terrain » à l'ennemi. La coalition gouvernementale, voyant que ses démentis et hésitations fonctionnent, s'est lancée dans une guerre encore plus intense de détérioration après 30 jours de grève, comptant sur notre épuisement et sur la période morte autour de Pâques.

Si notre proposition d'une entrée graduelle de grévistes en fonction de la situation physique de chacun aurait été suivie par tous les participants, la culmination pour tous serait venu plus ou moins au même moment (aussi en prenant en compte les complications inattendus qui

existent toujours dans de telles situations) et le gouvernement se serait alors retrouvé dans une position plus difficile à cause de la pression énorme de la situation cruciale et vitale de tant de prisonniers politiques en grève de la faim.

Mais comme cette proposition n'a pas été prise au sérieux, aucun gréviste n'a suivi un plan commun.

Comme trois contextes clairs étaient mis en avant, chacun avait la possibilité d'arrêter la grève à n'importe quel moment où ils étaient dépassés par des développements éthiques et politiques.

Il y avait des compagnons du DAK qui n'ont pas participé à la grève à cause de problèmes de santé suite à des grèves de la faim antérieures, ou par choix. Et aussi,

il y avait Tasos Theofilou qui a arrêté la grève de la faim après 38 jours quand la proposition de loi a été déposée à la commission.

Nous avons déjà expliqué que la structure et la formation du DAK est basée sur l'initiative et sur des accords minimaux et que ce réseau n'est pas un groupe.

Une grève de la faim est un moyen dur et autodestructeur, nous pensons qu'il faut de la flexibilité concernant les limitations et les impasses pour chaque individu qui décide de se mettre en grève de la faim.

[...]

Réseau des Prisonniers Combattants (DAK)



SABOTAGE ANTINUCLÉAIRE EN ITALIE : ENCORE SOUS PROCÈS DIX ANS APRÈS

Octobre 2015 - Italie

[Dans la nuit du 22 au 23 septembre 2005, un pylône électrique est dynamité à Molina di Quosa (province de Pise). Il ne tombe pas, mais est gravement endommagé. Quelque mois plus tard, le parquet de Florence prétend avoir trouvé les auteurs de cette attaque (et d'une bombe contre une agence d'intérim de Pise). Dix compagnon.ne.s du cercle *Il Silvestre* de Pise, également à l'origine du journal *Terra Selvaggia* sont arrêtés. L'accusation d'association subversive justifie les arrestations et la détention, des mois durant, de trois compagnon.ne.s (et plusieurs arrestations domiciliaires). Elle tombe lors du procès en première instance, duquel tout le monde sort acquitté. Aujourd'hui, dix ans après, la justice revient à la charge. Voici un texte de l'une des inculpé.e.s.

Notre solidarité aux compagnon.ne.s sous procès, notre estime à tous ceux et celles qui s'en prennent à ce monde. – Non-Fides]

Du 5 au 19 octobre se tiendront à Florence les audiences du procès en appel pour les délits spécifiques [*c'est-à-dire, non liés par l'association subversive ; NdT*] des enquêtes appelées « *gruppi d'affinità* » et « *anticorpi* », qui remontent à 2006. Après beaucoup de temps, après des années de taule, d'arrestations domiciliaires, de différentes contraintes judiciaires, après le fait que le délit

d'association subversive soit tombé et que de nouvelles enquêtes ont été ouvertes, le procès recommence. Un des délits poursuivis est le sabotage d'un pylône à Haute Tension. L'autre, une attaque contre une agence d'intérim.

En 2005, un pylône de l'entreprise Terna [*la version italienne d'ERDF ; NdT*] de la ligne Haute Tension La Spezia-Acciaiole a été attaqué et dans les jours qui suivirent une lettre est arrivée à différents journaux et à la rédaction de *Terra Selvaggia*, qui expliquait cet acte comme visant l'énergie nucléaire et ses conséquences mortifères.

À l'occasion de ce procès, j'aimerais faire quelques réflexions. Pendant les dernières dix années, c'est toujours plus rarement qu'il y eut des attaques contre des structures et des circuits de production et de distribution d'énergie électrique, qui sont le squelette et la base sur laquelle s'appuie le maintien du pouvoir, la prolifération du capital, la marchandisation des sociétés développées et l'exploitation de celles colonisées. Au contraire, la production et la distribution de l'énergie ont eu un essor toujours plus grand, grâce aux avancées technologiques, à l'explosion des dites énergies renouvelables, qui enjo-

livent le visage écolo du capital et font grandir les cota-tions en bourse d'entreprises comme Terna, à l'augmenta-tion de la participation et de la dépendance des gens à tout ce qui peut être utilisé grâce à l'énergie, sans tenir compte des coûts non économiques que cela comporte.

Dans le monde, il y a encore de très nombreuses cen-trales nucléaires et les projets de recherche militaire et civile n'ont jamais été abandonnés, mais il est évident qu'au long des années, la perception du problème des déchets radioactifs et des dangers liés aux guerres ato-miques ou aux désastres causés par des accidents a changé. Tout le monde paraît désormais d'accord sur les dangers du nucléaire et sur la nécessité d'en limiter ou d'en éviter l'utilisation. De nombreux savants posent de soi-disant questions éthiques par rapport à la recherche sans limites, l'Église, depuis des décennies, a pris posi-tion contre le nucléaire et certaines aberrations du pro-grès scientifique, au nom d'un conservatisme pas moins néfaste que le masque philanthropique de la science. La plupart des politiciens semblent être sur de telles posi-tions, comme le montre par exemple le récent accord sur le nucléaire signé avec l'Iran, qui, en plus d'être un choix géopolitique important et d'ouvrir de nouveaux marchés pour garantir une meilleure circulation des mar-chandises et des ressources énergétiques, veut garantir que seuls les pays traditionnellement plus influents au sein de la communauté internationale puissent disposer d'armes nucléaires. Les dangers liés à l'énergie nucléaire paraissent faire peur à tout le monde. Même à la dite opi-nion publique : un fort sentiment d'opposition et parfois de condamnation s'est répandu parmi les gens, à cause de la peur des dangers, désormais connus, des possibles conséquences catastrophiques d'une guerre nucléaire. Cependant, au delà des catastrophismes plus ou moins instrumentalisés sur des aspects spécifiques, nous sa-avons bien que le développement énergétique, qu'il soit alimenté par le nucléaire ou par de vieilles ou nouvelles ressources techniques, reste un des pivots fondamentaux qui maintiennent le fonctionnement de la domination.

Ceux qui ont toujours favorisé la production et l'utilisa-tion d'énergie nucléaire, pour des buts militaires et/ou civils, et les contextes qui ont rendu possible leur tra-vail, ont, avec le temps, pris d'autres routes. Avec les vieux profits et les nouvelles rhétoriques, ils financent de nouveaux projets, plus acceptables ; dans le terrain fertilisé par des décennies de propagande ils sèment de nouvelles duperies.

Il faut faire attention à ce qui se passe autour de nous, remarquer les changements en cours et leur effets sur la société dans laquelle nous vivons, les directions, multiples et complexes, vers lesquelles vont les lobbys industriels, les centres de recherche, les choix écono-miques et financiers, les mécanismes de pouvoir, de contrôle et de récupération. Chaque aspect de la réalité qui nous est ennemie est étroitement lié aux autres. Les questions relatives au nucléaire, jamais définitivement dépassées, le développement de sciences convergentes, les évolutions de l'informatique, la dévastation de l'envi-ronnement, l'économie, les prisons, le travail, les inéga-lités, ce sont tous des aspects liés entre eux par un seul fil conducteur au processus continu de restructuration capitaliste. Il n'y a rien à sauver, donc tout doit être dé-truit, sans soucis ni espérances, ni alternatives, ni terres promises, ni revendications partielles.

Le pouvoir n'est pas une hydre mythologique à laquelle couper la tête ou une menace incorporelle qui domine, incontestée. Il se réalise dans des éléments concrets. Ceux qui, il y a des années, ont identifié un pylône, ont trouvé un objectif concret et attaquant. Et chaque dom-mage porté à la sacralité de la science, la valeur de la propriété et la justice des lois, la beauté des médias ou la solution facile de la résignation est un dommage qui est le bienvenu.

Mariangela

- 4 - ALLEMAGNE - *Mettre son pied dans la porte des responsables*
- 7 - ALLEMAGNE - *With midnight always in one's heart*
- 9 - BOLIVIE - *Nous vivons dans un régime capitaliste*
- 11 - BOLIVIE - *Il y a trois ans*
- 14 - BOLIVIE - *Trois ans après la vague de répression*
- 16 - CHILI - *Au sujet des récentes arrestations pour participation à des violences de rue*
- 18 - CHILI - *Sur la projection anarchiste insurrectionnelle*
- 20 - ESPAGNE - *Face à la répression ... tout n'est pas valable*
- 22 - ESPAGNE - *Indulto et indulgence*
- 26 - ESPAGNE - *Déclaration des derniers arrêtés de l'Opération Pandora*
- 28 - FRANCE - *Quelques considérations pour envisager un projet de lutte contre les frontières*
- 32 - FRANCE - *Temps de guerre*
- 37 - FRANCE - *Contre ce monde militarisé, sortons du troupeau !*
- 39 - FRANCE - *Ni de leur Guerre, Ni de leur Paix !*
- 41 - GRÈCE - *Analyse d'une grève de la faim*
- 45 - ITALIE - *Sabotage antinucléaire en Italie : Encore sous procès dix ans après*